

OUI OU NON ?

Oui ou non, attachons-nous quelque importance à notre capital humain? Y croyons-nous comme à notre première richesse nationale?

Oui ou non, sommes-nous convaincus que la campagne est le vrai « réservoir de la race », le réservoir des familles les plus nombreuses et les plus saines?

Alors, oui ou non, voulons-nous aider l'agriculteur québécois à faire des agriculteurs de ses fils? Voulons-nous qu'à ses enfants, il puisse proposer autre alternative que l'émigration en ville ou l'émigration aux Etats-Unis?

En ce cas, dites-vous, Canadiens-français, que chacun de vous a quelque chose à faire pour promouvoir une grande politique de colonisation dans la province de Québec.

Dites-vous que, ce quelque chose, il faut le faire tout de suite, aujourd'hui même, à la veille de la session provinciale. Ecrivez à vos députés. Pétitionnez auprès du gouvernement. Il y a des bonnes volontés à Québec; il faut les seconder. S'il y en avait d'autres, il faudrait les mettre à la raison.

Si, par trahison, le gouvernement de Québec, cédait aux Etats-Unis quelques milliers d'acres de notre territoire, nous trouverions le moyen de nous émouvoir. Lorsque, bon an mal an, par incurie ou autre mauvaise raison, nous cédon's aux Américains des milliers de nos jeunes gens, comment se fait-il que nous dormions?

PAR L'INDUSTRIALISATION (1)

Après l'agriculture, l'industrie, afin de rendre possible la vie de millions d'âmes de plus dans notre province grande comme l'Angleterre, la France, la Belgique, et l'Italie, et peuplée de cinq âmes au mille carré, contre 652 en Belgique.

Si l'on veut que la population du Québec dépasse notablement les trois millions en 1931, — et il le faut! — l'on devra voir à établir ici toutes nos familles et à en rapatrier un bon nombre, pousser vers les terres neuves par une colonisation systématisée et multiplier nos villes par l'industrialisation. Toujours plus de campagnes, toujours plus de villes! Plus de campagnes surtout, bien que cela coûte plus cher au gouvernement à mettre sur pied: dix nouvelles paroisses de mille âmes valent mieux qu'une ville à papier de vingt mille.

En dépit de bien des belles tirades, notre population rurale, 80½% du total en 1871, n'est plus en 1921 que 44%; les villes ont sauté de 311,104 âmes en 1881, à

¹ L'objet de cet article n'est que d'étudier l'industrialisation du Québec en vue de fournir plus de travail et de garder plus de familles chez nous. Pour se documenter sur nos possibilités économiques ou industrielles, l'on pourrait trouver d'excellents articles dans la collection de l'*Action française*. L'enquête de 1921 porte précisément sur « Le Problème économique », et M. Georges Pelletier y traite de « Notre industrie », au numéro de juin. Dans l'enquête de 1924 sur l'« Ennemi dans la place », MM. Durand, Benoist et Minville étudient l'Emigration de nos gens, puis de nos capitaux, remplacés par le capital étranger. Les rapports de congrès de l'A. C. J. C., 1919, à Chicoutimi sur la *Colonisation*, et 1922 à Québec sur le *Problème Industriel* sont très précieux. Les *Monographies économiques* de M. Emile Benoist, qui traitent des industries existantes, donnent de la confiance et de l'allant.

1,323,071 en 1921, tandis que les campagnes tombaient de 1,047,923 à 1,038,128, un peu par la défalcation des villages incorporés, défalcation compensée du reste par l'accroissement des autres villages.

Quand nous réclamons de grossir encore les villes par la fondation d'industries nouvelles, nous n'entendons pas exagérer davantage ce déséquilibre. Nous commençons même par solliciter de la colonisation, une politique agraire nettement favorable à l'établissement des familles nombreuses, au lieu du système actuel pour fils unique ou pour déserteurs. La garde de notre meilleur capital humain se réduit à établir annuellement nos dix mille fils de cultivateurs qui ont vingt ans, ces jeunes ruraux qui s'éparpillent à la recherche d'un foyer impossible chez eux, et qui se déversent à faux soit aux Etats-Unis, soit dans nos villes, où ils supplantent nos jeunes ouvriers qui émigrent eux-mêmes. Vingt millions d'acres de terres les appellent; ils n'y vont pas faute d'une aide et faute d'une direction que tout le monde désire.

* * *

Par l'industrialisation, tant agricole que manufacturière, les vieilles terres, peuplées plus dru et bastionnées de petites villes, devraient nourrir le double de la population d'aujourd'hui. En 1924, un million de ruraux vivaient d'un revenu de la ferme de \$139,259,000. Si, par l'industrie agricole, nos terres doublaient leur rendement, ne pourraient-elles pas nourrir deux fois plus de monde?

L'Ontario compte 1,200,000 de ruraux, qui ont produit pour une valeur de \$260,534,000; c'est-à-dire, en biffant cinq décimales, que dix Québécois cultivant à la bonne franquette n'ont gagné que \$1,393. contre les

\$2,605. des douze Ontariens plus industrialisés, plus à l'affût de ce qui se vend et de ce qui ne se vend pas.

L'Ontario a vendu pour

\$37,460,000 de bétail,	et le Québec	\$16,779,000 ;
95,085,000 de lait,	—	63,250,000 ;
26,881,000 d'oeufs et volailles,	—	9,206,000 ;
15,491,000 de fruits et légumes,	—	6,000,000 ;
2,448,000 de graine de foin,	—	467,000.

Notre agriculteur doit arriver à produire meilleur et à mieux vendre. Il devra sortir résolument de la routine, comprendre que la ferme est une usine aussi, une usine à produire des aliments et des habits, et savoir qu'il peut gagner plus d'argent avec sa tête qu'avec ses bras. Toute fabrique ou tout magasin qui serait conduit avec la même insouciance du marché, serait voué à la faillite et rondement. Des gens cultivent encore le foin et l'avoine comme leurs grands-pères du temps des charretiers : imagine-t-on un industriel qui s'acharnerait à fabriquer des galoches, des casques et des bougrines à la mode de 1850 ? Le routinier produit, puis il cherche à vendre comme il peut ; c'est-à-dire qu'il perd ou donne sa marchandise, démodée avant que de naître.

Qu'est-ce qui se vendrait ? Voyons ce que le Canada importe :

15,000,000 de livres de tabac en feuille,
15,000,000 de livres de laine brute,
840,000,000 de livres de sucre brut,
5,000,000 de livres de fraises,
3,500,000 melons.

pour \$55,000,000 de fruits et légumes,

et pour \$3,220,000 de graine de trèfle, de mil et de lin. Bref, un total de \$186,468,685, rien que pour les pro-

duits agricoles et maraîchers, que les neuf millions de Canadiens ont payé à l'étranger en 1924, sans compter \$45,026,734 pour animaux et produits animaux, \$47,614,903 de lainages et \$40,976,833 de bois brut ou travaillé. Ce qui fait pour un an \$262,000,000 que nous donnons, surtout aux Etats-Unis et à l'Angleterre, pour des denrées, souvent de notre climat, que nous avons la gauche-rie de ne pas produire nous-mêmes. Les importations totales de 1924 étaient de \$893,366,867; en 1921, elles dépassaient les \$1,240,000,000. Ne pourrions-nous attirer dans le Québec des centaines de ces millions-là? et garder ceux que nous donnons à l'Ontario pour ses conserves, ses meubles, etc.? Ne pourrions-nous, du moins, produire les \$260,534,000 des récoltes ontariennes? Comparons, article par article, puis étudions les importations qui devraient disparaître: forçons sur l'élevage dans nos régions accidentées de terre jaune, cultivons les petits fruits, que nous pourrions mettre en conserves, réorganisons la betterave sucrière, mieux lancée, sur un marché plus vaste, avant que l'Alberta ne nous devance.

« Tous les peuples mangent, seuls les Français savent manger ». Oui, grâce sans doute à leurs maîtres queux, mais grâce aussi aux jardiniers qui leur apportent des légumes intéressants. Ici, nous en sommes toujours aux douces patates, aux peu réjouissants navets, aux oignons de toutes sortes et aux tomates en retard. Un gros million de Québécois n'ont jamais vu et ne goûteront jamais de vrai cidre, de céleri, de poireaux, de choux-fleurs, d'asperges, d'épinards, d'aubergines, de lentilles, etc., etc. Presque autant n'ont jamais goûté au miel, à la dinde, au fromage. Et notre bon roi Henri qui voulait, en 1600, que tout paysan de France pût mettre la

poule au pot, le dimanche... La poule, on la vend au marché, l'on se contente de lard. On cultive beaucoup trop peu les fraises et framboises de jardin, et les melons, que Montréal fait venir de l'Ontario. L'on ne s'avise même pas d'aller ramasser les chars de bleuets qui sèchent dans les hauts de paroisses: ce ne sont toujours pas les enfants qui manqueraient pour les cueillir, ni les épiciers pour les vendre. Si l'on se groupait en coopératives?

Certaines initiatives trop rares font merveille: tel ingénieux bonhomme change en or les champignons qu'il fait surgir dans des caves; tel autre, des primeurs qu'il arrose en serres-chaudes; tel autre, un arpent de melons, cent ruches ou un régiment de dindons. Multiplions ces débrouillards-là, par mille et dix mille, au lieu de nous déclasser tant de comptables et d'avocats.

Industrialiser l'agriculture, c'est encore appliquer le machinisme et la science à perfectionner, à finir le produit, à le mettre en conserves, à le bien vendre. Nous ne sommes pas à date, si ce n'est pour l'industrie laitière, qui s'applique louablement à coter le beurre et à créer quelques variétés de fromages. Si nous mettions en conserves, confitures, gelées et marinades, le surplus de nos jardins et de nos vergers agrandis, nous garderions ici le tribut de trente millions payés à l'Ontario, et nous essaierions de capter une part des cinquante-cinq millions qui sortent du Canada pour les fruits et légumes, faute de ces industries domestiques, où les grandes filles gagneraient un argent moins contaminé que celui qu'elles vont chercher aux usines américaines et en service dans les villes, les pauvres naïves...

Les agronomes prendraient bien la tête du mouvement: on ne les suit pas, on ne va pas les entendre. A

telle conférence bien annoncée se rendirent deux auditeurs : le médecin du village et un Montréalais qui voulait voir. Peut-être serait-ce plus fructueux si l'agronome, devenu chef d'exploitation, disait non pas : « Faites ceci », mais « Faisons ceci », « Voici ce que j'ai fait ».

Qu'ils multiplient les expositions, les projections, les démonstrations, eux qui doivent représenter la science, la contre-routine, l'esprit d'initiative et la clairvoyance qui préviendra l'éveil. Qu'ils disent aux agriculteurs ce qu'ils doivent faire, non-seulement de leur sol et de leurs produits, mais de leurs fils ; comment ils peuvent et doivent leur trouver à tous des terres même en vendant le vieux domaine, pour en affecter le prix à créer six ou huit terres neuves, plus fertiles probablement. Il faut que la campagne québécoise, ancienne et nouvelle, voie ses maisons mortes revivre et les maisons neuves se multiplier, s'étendre vers le Nouveau-Brunswick et l'Ontario-Nord ; que nos dix millions d'acres, mieux cultivées, plus payantes, nourrissent deux millions d'agriculteurs, et que les quinze millions d'acres à prendre se couvrent de colons, qui doublent à leur tour notre armée de la terre, que nous devons maintenir aussi populeuse que celle des villes, quadruplée en quarante ans et destinée à monter encore, si nous voulons garder ici nos gens à vocations irrésistibles d'usiniérs, de prolétaires et de manoeuvres.

* * *

La ville est un pis-aller, un mal nécessaire qui servira du moins à faire salarier ici nos gens qui tiennent à vivre au crochet des autres, à rapatrier quelques milliers de Franco-américains, et surtout à créer des marchés locaux pour les denrées, puis des marchés de transfor-

mation de la matière première fournie par l'agriculture, sur laquelle devra s'appuyer une bonne partie de notre industrie manufacturière.

Grâce aux chûtes d'eau et aux forêts, des villes jaillissent et jailliront tout d'une pièce sur des rochers déserts. Les 60,000 âmes de l'agglomération Trois-Rivières-Shawinigan-Grand'Mère sont le quadruple exact des 15,000 de 1901. Le Saguenay, la Côte-Nord, l'Outaouais, et Rouyn grouperont des milliers, des centaines de mille artisans qui exploitent nos ressources naturelles, au profit d'on sait qui, mais enfin ils n'iront pas aux Etats-Unis s'afficher dans les mêmes besognes vulgaires, et Québec nourrira ses enfants.

En vue de procurer ici du travail et du pain à nos propres ouvriers, nous ne devons plus exporter de matière première, ni importer trop d'objets fabriqués. En 1923-24, nous envoyions ainsi aux usines étrangères, pour \$629,500,000 de matière première ou partiellement ouvrée. Défalquons le blé, pour environ \$300,000,000, nos artisans n'auraient-ils pas dû gagner sur le reste un bon demi-milliard de salaires en lui donnant sa forme définitive? Mais non, nous livrons la richesse de notre terre à prix dérisoire. Charles Gide prétend que pour s'assurer une somme de \$100, l'industrielle Allemagne donne 30 livres de produits, la France 400, l'Angleterre 1000 et les Etats-Unis 2000! Et le Canada, un char?

Si nous voulons arriver à l'indépendance économique, à trouver chez nous, dans Québec, tout ce que notre climat, notre sol et notre sous-sol nous permettent de trouver, de transformer et de vendre, nous devons, non pas aller à l'étranger chercher des capitaux et des maîtres, des possesseurs et des chefs; nous devons créer nous-mêmes, bâtir, conquérir pour nous-mêmes et ne pas aspi-

rer seulement à être valets dans notre propre maison, ni scieurs de bois, ni porteurs d'eau, ni asservis à perpétuité.

Lorsque le grand Colbert, ce modèle des politiques, mettant au-dessus de tout la grandeur du pays et travaillant quatorze heures par jour à la procurer, voulut placer la France de 1660 à la tête du monde, il ne rouvrit pas les guerres de Richelieu, il organisa la victoire économique, oeuvre de paix et manière plus sûre de donner le bonheur aux peuples. Il s'agissait de dominer les Hollandais, les Anglais et les Espagnols. Dès la première séance de ce fameux Conseil de Commerce qui s'assemblait tous les quinze jours, sous la présidence du jeune Louis XIV en personne, Colbert anime le roi à relever l'industrie, le commerce et la marine marchande (disons ici les chemins de fer de colonisation), et il montrait les Hollandais et les Anglais seuls puissants aux colonies. Si la France devient industrielle et commerçante, elle attirera l'argent chez elle; les manufactures le distribueront à « un million de peuples qui languissent dans la fainéantise » (les nôtres s'exilent), et fourniront des occupations honnêtes à cette classe d'hommes de loi qui « sous prétexte de divers titres sans fonctions, ou d'une médiocre attache aux bonnes lettres ou à la pratique, menaient une vie oisive et rampante et infectaient par l'exercice de la chicane » la plupart des provinces.

L'austère ministre s'acharne à la besogne — et à la dépense. Si le roi est distrait ou prodigue, Colbert lui écrit: « Il m'a semblé que Votre Majesté commençait de vouloir préférer ses plaisirs et ses divertissements à toute autre chose. » Ou bien: ... « Il faut épargner cinq sols aux choses non nécessaires et jeter les millions quand

il est question de votre gloire. Je déclare à Votre Majesté, en mon particulier, qu'un repas inutile de 1000 écus me fait une peine incroyable; et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne (ou le progrès de la France), je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir, s'il était nécessaire. »

Employer tous les ans une somme considérable à ouvrir des manufactures et à construire des vaisseaux; parfaire routes et rivières, accueillir à la cour les marchands, — bourgeois-gentilshommes! —; permettre aux gentilshommes de se livrer au commerce de mer sans déroger; enfin, là aussi, reviser le tarif: tel est le programme. Et l'on arrose avec de l'argent pour moissonner de l'argent; et le budget des routes passe de 22,000 livres en 1662 à 222,000; en 1664, il s'accroîtra encore; et Colbert, fiévreusement, subventionne des centaines de fabriques, il les intitule manufactures royales, leur accorde des monopoles temporaires, leur trouve des actionnaires, achète leurs produits: en 1664, le roi « s'habillait d'étoffes fabriquées en France et en donnait à toutes les personnes de sa cour. » Les meubles des Gobelins, les tapisseries de Beauvais, les draps d'Abbeville, les dentelles et miroirs de Venise, le drap fin de Hollande, l'acier d'Angleterre, le goudron de Suède, etc., etc., se raniment ou s'installent en France. « Il consentait bien, en commençant, à acquérir de l'étranger la matière et les maîtres du travail; mais comme les Romains, il n'empruntait des armes aux autres que pour les vaincre par leur propre secret. »² Ce ne sont pas les étrangers qui vien-

² Gaillardin, *Histoire du Règne de Louis XIV*, tome III, p. 230 et passim. — Jacques Boulenger, *Le Grand Siècle*, passim.

nent conquérir l'industrie française; c'est la France qui se donne les industries étrangères, en débutant « avec le concours d'ouvriers étrangers pour apprendre d'eux à les rendre inutiles ». Les ambassadeurs recrutent les ouvriers les plus habiles; on les établit en France et on leur facilite la naturalisation, pour mieux naturaliser leur art. De tout ce démocratique progrès le beau Louis XIV de vingt-six ans fait « une matière ordinaire de ses conseils »; sur quoi Colbert atteste que « malgré un tempérament exquis il entendait sans impatience ces questions fâcheuses et sans satisfaction pour l'esprit d'un grand prince ».

Nous avons là à l'oeuvre, jusque dans les détails, les immortels constructeurs de la grandeur et de la solidité françaises. Si notre Québec se créait de même un Conseil de Commerce, formé non de fonctionnaires, mais de compétences; si l'on réunissait les Etats-généraux de nos financiers, industriels, techniciens, ingénieurs et spécialistes en ressources naturelles, et si l'on consacrait des fonds, de vrais mises de fonds nationaux à charpenter un système pas trop incomplet d'industries nationales, ne sortirions-nous pas de tutelle et de servage, ne nous hausserions-nous pas à une bienfaisante et honorable indépendance économique chez nous, pour nous, grâce à notre initiative et aux experts importés? Car c'est d'usage courant d'aller chercher l'habileté où elle se trouve. Avec de l'argent de l'Etat, en 1848, un Anglais embauche 300, puis 700 des meilleurs ouvriers des soieries de Lyon, les expédie en Angleterre, et organise des fabriques d'étoffes et rubans qui déboutent bientôt celles de Lyon. Tout près de nous, mais hors de chez nous, le gouverneur Aram Pothier établit à Woonsoeket des filatures françaises d'un capital de six millions, où des

milliers de nos exilés vont gagner leur pain et l'esprit américain chez les drapiers Guérin, Lepoutre, Tiberghien et De Surmont érigés en *Guérin Spinning Co.*, *La Fayette Worsted Co.*, *French Worsted Co.*, *Alsace Worsted Co.*, *De Surmont Worsted Co.*, *Montrose Woolen Co.* et *Rosemont Dyeing Co.*

Serions-nous les seuls à ne pouvoir introduire ici les lainages, dont le Canada importe pour quarante-sept millions et demi, et que les Juifs tentent de monopoliser? Voici une idée: *La Machine agricole* de Montmagny a râté, faute de fer et de marché sur place. Pourquoi l'usine morte ne ressusciterait-elle pas en filature, ou en sucrerie de betterave? Le mouton pacagerait à merveille dans les buttes à sol léger, des hauts de Montmagny à Gaspé, à la Beauce et à Sorel, qui sont la reproduction exacte des départements d'*embouche* du centre de la France. Les mêmes sols jaunes poussent bien le trèfle, le maïs et le tournesol propices à l'ensilage, ce qui résoudrait le problème de l'hivernement. La laine gagnerait Montmagny et les agneaux Montréal; les agriculteurs ne ruineraient plus leurs terres, et nous capterions une bonne tranche des quarante-sept millions versés annuellement pour les étoffes, les draps fins et les draps de luxe, que des maîtres-artisans de Lille, de Roubaix, de Tourcoing et de Belgique nous enseigneraient à fabriquer.

Les 840,000,000 de livres de sucre brut que nous importons pourraient bien jaillir de nos champs, si nous attirions, si nous installions ici des experts de Cambrai, de Rethel ou de Valenciennes. La malencontreuse tentative d'il y a trente ans n'a rien qui doive nous décourager. Des artistes en cidre, de Normandie, de Bretagne ou de Champagne, ne viendront-ils pas nous défrayer de la douce boisson que leur fourniraient les incomparables

pommes de nos vergers à multiplier? Et les dessinateurs de meubles français ne viendront-ils pas ciseler nos bois francs pour nous libérer du plaqué, de l'encombrante *furniture* ontario-américaine? Et la tapisserie française? Et la dentellerie? Et la soie artificielle que fournit à d'autres certain bois du Témiskaming? Et la maroquinerie? Et la chapellerie? Et la vaissellerie? L'on trouve du kaolin dans Labelle, de la glaise partout, et des assiettes — en Angleterre, non loin des couteaux, des ciseaux et des pinces. La vieille France ne serait-elle pas heureuse de venir parfaire l'éducation, peut-être pas ménagère, mais industrielle de sa fille, qui travaillerait ensuite en beauté, à la française?

L'avantage de presque tous ces métiers serait de faire d'une pierre deux coups: en s'alimentant de matière première agricole, ils distribueraient leurs millions chez les cultivateurs, en même temps que chez les ouvriers. Mais qui pourrait lancer un vaste mouvement, général et systématique, d'acclimatation de ces industries éminemment désirables? Qui pourrait prendre la tête de cette incorporation dans notre vie nationale des bons métiers français, résultante des siècles d'application de l'intelligence européenne? Osons solliciter notre gouvernement de Québec de seconder, de stimuler, de prévenir même l'initiative privée, d'exercer en faveur de cette création très importante la double fonction que la philosophie catholique attribue aux chefs d'états: protection des citoyens contre l'envahissement de l'étranger sous toutes les formes; assistance qui consiste à stimuler l'initiative privée languissante, à compléter l'initiative privée insuffisante, à remplacer l'initiative privée impuissante, à encourager l'initiative privée suffisante. Notre ministère de l'Agriculture primait naguère les

premiers de chaque paroisse à construire un silo, à s'outiller d'un tracteur, à acheter une batteuse de trèfle. Parfait! Les initiateurs industriels seraient des créateurs aussi, et sur haute échelle, et avec quels risques! Jusqu'ici nos quelques grandes fabriques ont poussé toutes seules, comme elles ont pu, sur un capital initial de vingt ou de cent piastres, et ne triomphant de la mortalité infantile que par miracle ou par rage de tenir. Des centaines ont échoué qui méritaient mieux. Et cela explique, sans l'excuser, notre infériorité en affaires dans une province où nous sommes chez nous, mais où nous n'avons jamais reçu un traitement de faveur.

* * *

Nos richesses naturelles du sol, du sous-sol et du sur-sol, nos terres, nos chutes, nos mines et nos forêts sont en voie de tourner contre nous et d'exagérer encore notre pauvreté, notre mise en tutelle. Sous prétexte de nourrir nos seieurs de bois à même les millions de New-York, nous livrons au plus envahissant des voisins et au plus dangereux par son esprit, par sa tactique à reflets d'or et par son impérialisme le jour où il voudra l'annexion pour devenir totalement chez lui, nous concédons et cédon, pour un plat de lentilles, notre droit d'aînesse de trois siècles sur nos bois, sur des rivières poissonneuses passant en pleins villages, et sur le sol lui-même; nous démolissons nos barrières pour introduire chez nous un colossal cheval de Troie dont les flancs à peine entr'ouverts laissent deviner de jolis pirates; et quand des patriotes, moins friands d'or et de lentilles que d'esprit traditionnel, de justice et de liberté, jettent le cri d'alarme, on les accuse de vouloir tuer la poule aux oeufs d'or, sans prendre garde qu'elle pond et couve plutôt des oeufs

de serpents, qu'elle s'empiffre bien dans nos plates-bandes, mais qu'elle va pondre à New-York, et enfin que ce n'est peut-être pas une poule, mais une grue, qui nous croque et qui nous tue, comme celle que Jupin envoya au peuple des grenouilles désirant un roi qui se remue ! Un pays se conquiert, la liberté se perd autrement qu'à coups de canon : la cavalerie de Saint-Georges peut suffire. Et l'âge du papier, du vote et de la féodalité bourgeoise pourrait bien voir une troisième invasion américaine plus réussie que celles de 1776 et de 1812, une seconde conquête plus totale que celle de 1759 : la domination des âmes.

Sans doute, en tous pays l'on s'aide du capital étranger, mais comme aide, en proportion minime dans l'actif national, et sans aucun danger, par exemple, que les fonds français de Russie, de Turquie ou de Woonsocket, jouent un rôle politique et cherchent à gouverner les gouvernants. Notre devise québécoise *Je me souviens* devrait se gonfler de sens, ou se dédoubler en *Je me méfie*. « Gouverner, c'est prévoir » : le plus puissant des maîtres, Napoléon, vivait cinq ans à l'avance. Evoquons donc notre position, nos positions en 1930, en 1950 ? *Timeo Danaos*. . . J'ai peur des Américains arrivant trop drus avec trop de millions et trop peu de respect de la propriété des autres. Leurs convictions arrêtées de l'omnipotence de l'or est en soi une menace. Le vote français prévaudra toujours dans le Québec, mais si l'on s'avisait de confisquer les élections, d'escamoter un plébiscite ou les élus ? Si l'on organisait un sur-Etat économique, étranger, despotique, à côté, au-dessus de nos lois, un Etat dans l'Etat ? Il y a un bolchévisme d'en haut, non moins brutal et ennemi des lois, de la justice et de la volonté générale, que les soviets de paysans et d'ouvriers.

Certains actes sont des pronostics : avance de l'heure, en dépit d'un référendum adverse, travail du dimanche, inondation de propriétés, rue principale fermée aux Trois-Rivières, atmosphère empestée, là et à Windsor, etc.

Tout le monde désire le progrès, le développement de nos ressources, la création de réservoirs de population et de marchés agricoles, la fondation d'industries qui emploient nos gens chez nous. Mais en voulant garder nos unités, ne risquons pas de perdre le tout. Pour sauver notre nationalité, ne livrons pas nos biens nationaux et notre esprit distinctif à des consortiums soi-disant internationaux, mais tout à fait anti-nationaux. Quand les ficelles du Capital se tireront à New-York et celles du Travail à Indianapolis, l'on aura beau se banqueter, la Nouvelle-France aura été conquise, pour vrai cette fois, par la Nouvelle-Angleterre.

Si au lieu de capitaux ennemis, nous canalisons toutes les épargnes de notre race en vue de conquérir pour nous ; si au lieu de confier nos capitaux aux étrangers ou à l'étranger, nous les faisons fructifier ici, pour les grossir à même nos richesses du sous-sol et du sur-sol par l'industrie, et du sol par une colonisation systématique, si au lieu de toujours négocier avec les Américains nous invitons nos financiers à travailler ensemble, à se faire les grands argentiers de notre conquête victorieuse, et si nous leur accordions des conditions préférentielles, plus sagement politiques, plus véritablement avantageuses, à la longue, nous donnerions enfin à notre race une chance d'arriver à l'âge adulte, de marcher sans béquilles, de se nourrir elle-même et de mériter les saluts des autres.

Si « la perfection d'une pendule n'est pas d'aller vite mais d'être bien réglée », il en est de même des autos,

des bateaux et du char de l'Etat. Voyons où nous allons, sachons où nous devons aller, et allons-y, dans notre propre char, même s'il n'est pas si luxueux ni si rapide que ces dangereuses machines qui encombrent nos voies nationales. Orientons-nous, ressaisissons-nous pendant qu'il n'est pas trop tard, profitons de la Constitution de 1867, qui nous permet de nous régir nous-mêmes, célébrons-en le soixantenaire de la façon la plus pratique et la plus haute, par la détermination de faire un Québec aussi grand et aussi beau que possible, de multiplier les réservoirs de population en créant des villes, en créant des campagnes surtout, en développant les oeuvres nationales dans tous les domaines, en inspirant aux jeunes le meilleur sentiment national, et en nous installant bien chez nous, polis envers les étrangers, mais en nous disant bien que ce sont des étrangers.

Alexandre DUGRÉ, s. j.

FRANCISER NOS IMMIGRÉS DANS LE QUÉBEC.

Il y a deux langues officielles au Canada. Quand un immigrant débarque à Halifax ou à Québec il doit apprendre une des deux langues, et il pourra se faire naturaliser en ne sachant que le français. Dans les provinces à majorité anglaises, on ne lambine pas avant d'enseigner l'anglais aux étrangers. Pourquoi ne leur apprenons-nous donc pas plus résolument le français, dans le Québec?

Savez-vous qu'en beaucoup d'endroits, les Canadiens et les Canadiennes s'anglicisent l'esprit et se bourrent de mots anglais simplement pour pensionner des Scandinaves et autres neutres à qui nos dirigeants ne se soucient pas d'apprendre notre langue? Créons donc des classes du soir, imaginons un système quelconque pour assimiler à notre profit notre part de l'immigration défrayée par nous.

Sans compter que les immigrants catholiques trouveront beaucoup plus de protection pour leur foi dans le français que dans l'anglais, n'en déplaise... aux anglicisateurs jaunes ou verts.

M. JOSEPH-ÉDOUARD PERRAULT

Il dirige depuis 1919 le ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries. Pêcheries et mines sont des biens fournis par la nature. Le Québec ne paraissait pas s'en douter. M. Perrault attira l'attention du public sur ces ressources. Il cherche notamment à sortir les pêcheurs gaspésiens des difficultés liées à leur genre de vie ; il canalise les énergies qui, depuis deux ou trois ans, fouillent le nord québécois pour en extraire l'or et surtout le cuivre. Mais la richesse principale confiée à M. Perrault c'est la colonisation. Les services qu'il rendit déjà à ce sujet se multiplieront si ses collègues lui donnent coudées franches et s'il se sent soutenu davantage par l'opinion publique.

Dans l'administration de cette province deux ministères intéressent particulièrement l'Action française, la colonisation et l'agriculture. A ces centres d'activité revient la tâche d'augmenter le nombre de notre classe rurale et l'étendue de nos champs cultivés, améliorer la culture du sol et l'existence de nos paysans. L'Action française voit dans ces deux ministères des postes de première importance, les bureaux d'où partent les initiatives créatrices ou les tracasseries paralysantes. Colonisation et agriculture assurèrent dans le passé aux Canadiens français la conquête d'un territoire, première assise de leur nationalité. Pourraient-ils abandonner cette politique sans se priver de leur meilleure chance d'avenir?

Ces deux ministères sont présentement dirigés par les deux hommes du gouvernement Taschereau dont les personnes prêtent le moins aux attaques. Ils ont en leur

faveur, sinon la presse la plus tapageuse, du moins la presse la plus saine et la plus pondérée. L'opinion publique retrouve chez MM. Perrault et Caron une haute conception du devoir humain, la probité, le sens des responsabilités, le souci de gouverner non pour eux-mêmes ou quelques favoris, mais pour leur province et leur race. Ces deux ministres ont obtenu des résultats. Ils doivent accomplir davantage. Ils ont trop d'esprit pour ne pas nous savoir gré de le leur dire. Les politiques se proclament volontiers les serviteurs du peuple. Celui-ci, comme tous les maîtres, voit mieux les lacunes que les succès ; il est plus enclin aux reproches qu'aux compliments. Que les hommes d'Etat ne s'en étonnent point. Le pouvoir ne leur est pas confié pour collection d'éloges. Il importe surtout de les stimuler, de les engager à redoubler leurs efforts.

M. Perrault, en particulier, mérite des félicitations et des remerciements pour le zèle dépensé au service de notre province. Nous attendons de son clairvoyant patriotisme d'autres initiatives. Pourquoi l'oeuvre de M. Perrault n'offre-t-elle pas un développement plus accentué ? Pourquoi l'élan qu'il montra dès son entrée au ministère, l'activité dépensée, les initiatives heureuses imposées par lui pour mettre enfin un terme à la routine paraissent-elles paralysées et parfois volontairement ralenties ?

Nous ne pensons pas que le ministre lui-même en soit la cause. La province de Québec a-t-elle eu, depuis la Confédération, à la direction de ce ministère, un politique mieux intentionné, plus droit, plus courageux, plus vigilant, plus intelligemment attentif à promouvoir les intérêts de la classe rurale ? Si avant d'entrer dans ce

rouage de l'administration, M. Perrault n'avait pas vécu la vie des colons, s'il n'avait pas consacré ses années d'adolescence et d'âge mûr à creuser ce problème de l'emprise de notre sol, il apportait du moins dans ses nouvelles fonctions la culture générale. Elle permet aux hommes intelligents et sincères de faire oeuvre utile dans quelque poste qu'ils se trouvent. Des entraves presque insurmontables barraient la porte de ce ministère aux hommes soucieux de faire avancer la colonisation. M. Perrault possédait les qualités capables de remuer ces obstacles, la clarté de l'esprit, la détermination de la volonté, la foi dans l'effort, une énergie jamais lasse et trempée par les difficultés et les épreuves que Dieu plaça sur sa route. Rien ne fut facile dans son existence. Il vécut du mot d'ordre qu'il répète volontiers aux jeunes hommes: « Soyez énergiques, luttiez, c'est la meilleure part de cette vie ». Que d'occasions il eut de mettre en pratique cette règle de conduite!

Les visiteurs sans nombre qui lui viennent des quatre coins de la province, lui laissent-ils parfois cinq minutes pour songer aux années écoulées? Il revoit alors la frêle goélette qui, un matin d'automne 1886, l'éloigna de la Malbaie. L'heure des études classiques était venue; il fallait quitter les rives où il naquit, ce coin de terre où la brise, soufflant en tempête, apporte la vigueur. La voix venue du large l'appelait vers sa destinée. A ce petit écolier, comme le Saint-Laurent paraissait immense entre le collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et le foyer dont il était et devait demeurer l'honneur et la joie. Ses études, poursuivies à Sainte-Anne, au Séminaire de Québec, à l'Université Laval, laissèrent le souvenir d'un adolescent ami du devoir, établi au premier rang, préoccupé

de mettre la perfection dans la besogne quotidienne, l'unique façon de préparer l'avenir. L'entrée au Barreau d'Arthabaska, les mois passés, en attendant les clients, à parfaire sa formation d'avocat, la montée vers les sommets de sa profession, redoublèrent son ardeur au travail, développèrent ce sens juridique, cette façon claire, nette, prompte à débrouiller les difficultés, qualités qui font de lui un orateur persuasif, un homme d'action. Heureux les êtres qui, comme M. Perrault, gardent, malgré la route raide et rocailleuse, une générosité peu commune, l'aisance à faire naître chez les autres la sympathie et l'estime.

En 1919, Sir Lomer Gouin, au pouvoir depuis quinze ans, songea enfin à la colonisation. Un remords le prit. A la veille de quitter le premier poste, il voulut donner à sa race un gage de succès, pousser nos gens en plus grand nombre vers les terres neuves. Quel ministre serait chargé de cette besogne urgente, hérissée de difficultés? Les ambitions ne manquaient pas. M. Gouin choisit dans la députation un homme entré la veille à la Législature. M. Perrault eut-il accepté s'il eut prévu tant d'obstacles à surmonter, les préjugés à combattre, l'opiniâtre résistance à refouler? Il obtint, et c'est son mérite, la mise en pratique de méthodes réclamées depuis toujours, séparation des terres propres à la culture de celles où se pratique la coupe du bois, ouverture de routes dans les régions de colonisation, aides en argent aux colons pour la construction d'écoles ou comme primes de défrichement. Il se renseigna sur place. Peu soucieux d'accroître sa popularité par des visites aux clubs politiques des villes, il pénétra dans les cabanes des colons, entendit leurs plaintes. Nul n'est plus convaincu que lui de la vie laborieuse,

pénible, imposée au défricheur et de l'appui que lui doit l'Etat. C'est cette conviction qui lui fit tendre sa volonté à sortir cette partie de l'administration, de l'ornière où elle gisait. Le Devoir eut raison d'écrire que M. Perreault obtint plus de réformes et de succès en deux ans que ses prédécesseurs en vingt-cinq ans. Et pourtant nul n'est moins satisfait que ce ministre de l'oeuvre accomplie; nul ne veut d'un meilleur coeur et d'un meilleur esprit la développer davantage. Sa voix sera-t-elle écoutée? L'opinion publique lui fera-t-elle écho? Le ministre aurait ainsi raison des adversaires déclarés ou inconscients de la colonisation.

Les marchands de bois sont maîtres de nos forêts. L'exploitation forestière est sous la dépendance de l'argent américain. Qu'importe à ces financiers l'urgence d'ensemencer des terres nouvelles, d'y établir des familles canadiennes-françaises? Au sein même du ministère quel concours rencontre un ministre de la colonisation? Combien de nos dirigeants québécois veulent assurer, par le peuplement d'autres terres, les destinées de notre race? L'un n'a-t-il pas ses cheminées d'usine et l'autre ses ponts en fer? Celui-ci, ses édifices gros comme des tours de Babel, et celui-là, ses routes en ciment? Mais, au fait, est-ce calcul, myopie, indifférence de primaire?

Nous établirions aisément un parallèle entre M. Perreault et certains hommes d'Etat d'ancien régime français. Ce compatriote se fait de la politique une conception que n'auraient point désavouée les meilleurs ministres de Louis XIV ou de Louis XV. Que d'obstacles les gens d'intrigues mettaient au travers de la route de ces politiques, guidés par l'intérêt public et le souci d'accroître la prospérité générale. Rappelez-vous certaine

page de la Lettre à l'Académie. Fénelon, dans son projet d'un traité sur l'histoire, reproche à Tacite de trop raffiner quand il attribue aux plus subtils ressorts de la politique ce qui ne vient souvent que d'un mécompte, d'une humeur bizarre, d'un caprice. Par quoi sont causés les grands événements? « C'est la faiblesse, c'est l'habitude, c'est la mauvaise honte, c'est le dépit, c'est le conseil d'un affranchi, qui décide, pendant que Tacite creuse pour découvrir les plus grands raffinements dans les conseils de l'empereur. Presque tous les hommes sont médiocres et superficiels pour le mal comme pour le bien. »

C'est vrai, dans tous les temps.

Pourquoi certains collègues de M. Perrault paraissent-ils indifférents à la colonisation et préfèrent-ils... caresser d'autres chats? Humeur bizarre, caprice, dépit, médiocrité, intérêt? Que la voix de l'opinion publique, que la crainte des électeurs les soumettent enfin aux nécessités de l'heure.

M. Perrault préfère-t-il leur donner champ libre? Se laissera-t-il nommer juge à la Cour d'appel ou juge en chef de la Cour Supérieure? Certes, un juge de plus, possédant le sens juridique et le sens de la justice, la connaissance des lois et la compétence de les appliquer, ne serait pas de trop. Pour l'avenir de notre race nous souhaitons que M. Perrault reste à son poste. Redoublant d'énergie, qu'il poursuive son oeuvre, pousse plus avant l'offensive des Canadiens français contre la forêt, à la conquête de leur meilleure richesse, le sol québécois.

* * *

EXAMEN DE CONCIENCE

Custos, quid de nocte?

Chacun sait théoriquement, pour l'avoir si souvent entendu dire, que l'examen de conscience est nécessaire à qui veut progresser dans la vie spirituelle. Et l'expérience personnelle vient tous les jours renforcer cette vérité, en démontrant le sens éminemment pratique. S'il est un domaine où il faille connaître exactement où l'on est rendu, c'est bien celui de l'*unum necessarium*. Et comment y arriver, si ce n'est par un repliement sur soi-même, loin des bruits de la terre, dans un silence auguste, sous la lumière qui ne trompe pas? De même que les capitaines de navires font quotidiennement le point pour se renseigner sur leur marche, ainsi l'âme en quête du véritable idéal doit s'arrêter fréquemment et consulter l'étoile.

Une discipline si féconde dans l'ordre de la perfection chrétienne, serait-elle inopérante dans les autres sphères de l'activité humaine.? Et, par exemple, lorsque il s'agit de la pensée, de l'action intellectuelle par la parole et par la plume, n'est-il pas sage de se demander périodiquement comment l'on entend et l'on exerce ce ministère redoutable? Parler, écrire pour le public implique des responsabilités infinies. D'une idée lancée peut dépendre l'avenir d'un peuple. Il serait donc dérisoire de prétendre que ceux qui assument la mission d'enseigner ne sont pas tenus de réfléchir sérieusement à la façon dont ils s'en acquittent, ni de faire des retours sur eux-mêmes pour voir dans quelle mesure ils se sont imprégnés de l'âme et de l'esprit de leur apostolat.

L'examen de conscience le plus profitable n'est pas celui qui insiste sur les lacunes et les défauts d'une vie intérieure. Sans doute faut-il les reconnaître sincèrement et s'en humilier. Mais il importe surtout de saisir l'occasion de cet acte pour renouveler sa ferveur et s'abîmer dans un grand sentiment d'amour pour le Bien essentiel, qui est Dieu. La prédication la plus utile n'est pas tant celle qui tonne contre les vices que celle qui cherche à inspirer la vertu. Il faut parler des uns, en détourner les fidèles. Mais, comme l'on ne détruit que ce que l'on remplace, le moyen le plus sûr d'arracher une âme à ses illusions ne sera-t-il pas de lui proposer d'échanger ses dangereuses chimères contre la possession de la Beauté véritable, dont le règne en nous signifie lumière, paix et rafraîchissement? — C'est dans cet esprit que nous voudrions repasser, à grandes envolées, la carrière parcourue par l'*Action française*. La voici au terme des dix premières années de son existence. Le moment paraîtra opportun de donner une vue d'ensemble de ses opérations. Cet examen, que nous voulons loyal, ne sera pas peine perdue, si nos lecteurs en concluent à l'urgence plus que jamais pressante d'une pareille oeuvre, et si tous ceux qui la dirigent ou qui y collaborent puisent dans ces rappels de leur action, des raisons plus fortes de lui consacrer leur intelligence et leur coeur. Puisse cette méditation rétrospective enflammer nos ardeurs communes, et nous attacher plus étroitement à l'idéal dont l'*Action française* n'a cessé de se réclamer!

Donc, il y a dix ans, une revue nouvelle naissait chez nous. Son avènement fut accueilli avec des sentiments

nuancés, depuis l'indifférence, le scepticisme, la curiosité, jusqu'à l'intérêt et la sympathie. Il y eut peut-être même, en certains milieux, une inquiétude qui est aujourd'hui entièrement dissipée. D'hostilité, je crois bien qu'il n'y en eut nulle part, à l'origine. Si, au cours de son développement normal, et toujours dans la ligne de ses principes, la nouvelle venue ne devait pas avoir l'infortune d'en voir surgir autour d'elle, — et cela prouve qu'elle est née sous une bonne étoile, — il était inévitable, malgré toute sa bonne volonté, et peut-être à cause de sa bonne volonté même, qu'elle fit çà et là des mécontents. Rares sont les revues qui se tirent à si bon compte des complexités de l'existence.

Parbleu! dit le meunier, est bien fou du cerveau
Qui prétend contenter tout le monde et son père.

A son apparition, les uns se dirent: «Tiens, encore une revue! N'y en avait-il pas assez comme ça?» Il en est, en effet, qui sont toujours prêts à trouver qu'il y a trop de livres et trop de revues. Si encore ils étaient de ceux qui les lisent! L'opinion de ces indolents est négligeable. Des sceptiques levèrent les épaules. «Celle-ci, que fera-t-elle de plus que les autres? Attendons qu'elle meure à son tour, après avoir fait bien des promesses qu'elle n'aura pas tenues. Tout son beau feu tombera bien sous l'apathie générale des nôtres pour tout ce qui est mouvement intellectuel. Le *mens agitât molem* n'est pas près d'avoir sa réalisation en notre milieu. Se lèvera-t-il même jamais, le grand souffle de l'esprit?» Et ils hochaient la tête, d'un air de dilettantes dégoûtés. Il y eut aussi les curieux, qui attendaient à l'oeuvre cette manifestation nouvelle de la pensée canadienne. Ils la considéraient du moins comme un phénomène inté-

ressant. Peut-être lui donneraient-ils plus tard leur concours. Pour l'heure, ils se bornaient à en épier l'orientation, sans se compromettre. Si elle réussissait, il serait toujours temps de lui apporter leur suffrage effectif. Il ne manque pas, chez nous, ni ailleurs sans doute, de ces hommes habiles dans ce genre de diplomatie. Enfin venait un groupe compact d'amis bien décidés à payer de leur personne pour faire entendre à notre peuple un son nouveau, et à tenter jusqu'au bout un essai de régénération intellectuelle. Si leur effort s'adressait à toutes les classes sociales, c'était surtout à une jeunesse frémissante, élite de demain, qu'allaient leurs préoccupations, elle qu'il s'agissait de conquérir et de préparer en vue d'un avenir conforme à nos destinées providentielles.

Des revues, il y en avait, à l'époque dont je parle, il y en avait toujours eu depuis que notre littérature avait commencé de prendre son essor. De grandes revues même. Nos pères ne manquaient pas de hardiesse ni d'esprit de sacrifice. Car il a fallu les deux pour lancer des périodiques dont quelques-uns ont eu une longue carrière, et qui constituent des témoignages précieux de l'activité intellectuelle d'alors. Étaient-ils soutenus par un public plus épris d'idées que celui d'aujourd'hui? On le croirait à parcourir ces collections fanées où bien des questions sont abordées et traitées avec ampleur. Napoléon Bourassa me dit un jour que vers 1860 et au-delà se produisit chez nous un réveil extraordinaire. Comparant ces activités désintéressées, la curiosité qui portait nos hommes les plus marquants vers les hautes spéculations de l'esprit, aux tendances réalistes et positives qu'il constatait maintenant, il en concluait à un fléchissement et à une régression de l'intelligence. Je ne

lui donnerais pas tort. Je ne serais pas prêt à le taxer de s'être fait le *laudator temporis aeti*. Pour ne citer, par exemple, que le premier *Canada-Français*, magnifique essai d'implantation de revue à large caractère européen, il faut bien avouer que rien de pareil ne s'était encore vu en nos milieux et que ce périodique n'a pas encore été remplacé. Tout en donnant notre plus sincère hommage au passé, — un passé que nous ne connaissons ni n'apprécions à sa juste valeur, faute d'une Histoire littéraire dont la carence me paraît infiniment déplorable, tout en accordant leur part de mérite aux périodiques en cours, aucun n'avait présenté ni n'offrait le caractère qui distinguait l'*Action française*. Parmi toutes les voix qui avaient retenti ou qui retentissaient sous notre ciel, celle-ci faisait entendre un son nouveau.

La nouvelle revue avait une physionomie absolument originale. Sa marque était d'avoir une doctrine, — réveiller en notre peuple la conscience nationale — et de vouloir concentrer tout son effort vers son développement régulier, rigoureux, faire jaillir du principe d'où elle tirait sa vie les ressources et les leçons qu'il contenait en puissance.

La langue française a-t-elle chez nous, dans le commerce, l'industrie, les affaires, les sphères professionnelles, le courant général de l'existence, la place à laquelle elle a droit? Quelques amis, s'étant un jour posé cette question très simple, en vinrent à la même réponse, à savoir que non. Or, ne serait-il pas urgent d'essayer de remettre en honneur la délaissée? Telle fut, je crois, l'idée d'où est sortie l'oeuvre dont nous retraçons la genèse. Ce germe renfermait tout un avenir. Les messieurs qui se réunirent, dans des conditions quelque peu paradoxales, pour tenter de réagir contre une malheu-

reuse désaffection à l'égard de notre langue, étaient loin de prévoir l'évolution rapide et l'extension de leur mouvement, sa transformation en un instrument de défense devenu symbole de fierté et signe de salut. L'on connaît le beau drame d'Henri Ghéon : *Le Pauvre sous l'escalier*. Les amis dont je parle n'étaient peut-être ni pauvres ni riches. Mais c'est sous un escalier qu'ils tenaient leurs conciliabules, au fond d'un couloir où la lumière du jour ne leur parvenait pas, où l'air manquait. Que sont ces privations, quand on a une idée en tête, et qu'on est bien décidé à la faire prévaloir ? Dans ces réunions, si le soleil n'arrivait pas, il y avait les mots d'esprit qui fusaient avec éclat ; et puis, le patriotisme soulevait les coeurs et les emportait en des régions balayées de larges souffles. Cela valait bien quelques petits inconvénients d'ordre matériel.

Notre langue n'était pas à l'honneur !

Ce problème pouvait sembler insignifiant. Des esprits superficiels n'y attacheraient sans doute aucune importance. En réalité, il est le plus inquiétant qui puisse se présenter. Il y a tout un monde de choses là-dessous.

*La profonde histoire d'un peuple est dans sa langue.*¹

L'on voudrait que cette pensée d'une si absolue vérité fut tracée en lettres de feu. Elle est tellement révélatrice. L'état exact d'une race s'y reflète comme dans une glace. La langue est le signe de la vie. Le peuple qui reste attaché à la sienne, comme au plus précieux héritage temporel qu'il ait reçu, qui la respecte, la met en relief, la parle bien, cherche à la préserver de toute menace et de toute attaque, l'épure de tout apport étran-

¹ Léon Bloy, *Dans les ténèbres*, Chap. XVII : *Le désastre intellectuel*, p. 193.

ger, s'efforce de la garder « dans cette pureté d'accent qui est une patrie qu'on emporte avec soi, comme les anciens emportaient leurs dieux », ² est promis à l'avenir. Ses destins sont marqués dans l'affection dont il entoure l'instrument de sa pensée, la voix de son âme. Par contre, que faut-il attendre d'une race qui laisse tomber en deshérence cette chose sacrée, ne se soucie pas de la conserver intacte ni de lui assurer la prééminence dans ses relations sociales, et qui, même dans ses foyers, au centre le plus intime de sa vie, ne respecte plus les droits inaliénables de son verbe ? C'est une race qui s'en va. Elle a perdu le sens de ses origines, l'esprit de sa mission. Elle s'abandonne aux fluctuations du hasard, aux forces hostiles qui l'enserrent. Un jour viendra où elle ne sera plus qu'un nom, ne représentant pas une entité précise et distincte, jusqu'à ce que, comme un fleuve dans la mer, sa personnalité s'évanouisse à jamais. L'on voit tout ce qui se cache sous la question de langue, apparemment futile et de nulle conséquence, aux yeux de quelques-uns. Ce n'est ni plus ni moins que le fait de la ruine ou de la survivance d'un peuple. Si cet enjeu ne vaut pas la peine d'un effort et d'un redressement, alors il devient inutile de parler de l'oeuvre tentée et accomplie par l'*Action française*. C'en est là, en effet, tout le charme, tout l'intérêt, toute la raison d'être. Remonter à la cause d'un mal pour y porter remède est la plus sage des méthodes connues. L'empirisme, à quelque sujet qu'il s'applique, n'a jamais donné que des résultats peu satisfaisants. Un traitement rationnel s'avère autrement efficace. Les constatations faites ici dans le domaine de la langue indiquaient un trouble initial de

² J. Barbey d'Aureville, *Victor Hugo*, p. 131.

l'esprit, un fléchissement et un asservissement de l'âme. La réaction, pour être sérieuse et durable, devait s'attaquer au principe même du mal. Si l'on veut qu'un flot soit pur, ne faut-il pas commencer par en assainir la source? Tout autre procédé ressemblerait au travail de Pénélope; la toile tissée pendant le jour se déferait pendant la nuit, et ce serait éternellement à reprendre. C'est l'honneur des premiers ouvriers d'*action française* d'avoir bien compris le problème qui se posait à leur esprit. La question de la langue était le symptôme d'un état général auquel il était grand temps de prêter attention. La solution qu'ils apportaient pour conjurer la crise, ils l'ont formulée dans les mots suivants: restaurer chez nous « la plénitude de la vie française ».

C'était l'essence de leur programme. La revue avait pour objet d'en présenter l'application. Ce qu'elle a fait de façon diverse, par ses enquêtes d'abord, menées au long de chaque année, et qui constituent la base de son action. *Nos Forces nationales, Nos Précurseurs, Comment servir, le Problème économique, Notre avenir politique, Notre Intégrité Catholique, L'ennemi dans la place, le Bilinguisme, la Défense de notre capital humain*,³ — voilà les sujets vitaux qui ont été envisagés sous tous leurs aspects, par des écrivains pris dans tous les mondes, et d'où sont sorties les plus hautes leçons. Ces enquêtes sont une puissante ligne de défense. De

³ Les directeurs de l'*Action française* me permettront-ils de leur faire amicalement remarquer que, dans les milieux où l'on s'occupe d'appropriier les mots du langage français à la réalité des choses, l'on fait plus que contester la justesse de cette expression: capital humain? On la condamne nettement. Voilà des mots qui jurent d'être accouplés ensemble. Cette expression viendrait d'Allemagne. Elle est entachée de matérialisme. Elle ravale ce qui est humain au niveau d'une matière quelconque à exploiter.

toutes, la plus curieuse et la plus passionnante, et aussi peut-être la plus opportune, fut celle qui a trait à notre avenir politique. Il en est un grand nombre qui professent une admiration béate pour notre état présent et qui volontiers souhaiteraient le voir définitif. La masse ne s'imagine même pas qu'il pourrait un jour changer. Or, il est certain que nous sommes à un tournant, à la veille de profondes transformations. Tout récemment, Monseigneur l'archevêque de Tarona a dit publiquement cette parole : « Qui sait ce qui se passera chez nous, d'ici à dix ans ? » — Et dans une étude extrêmement fouillée, M. L. Paul-Dubois vient d'énoncer ce qui paraîtra à beaucoup une prophétie téméraire, et qui n'est pourtant qu'une résultante de l'observation attentive et pénétrante des événements : « les *Dominions* sont en vue et bien près de l'indépendance. »⁴ Que nous soyons satisfaits ou non de notre condition actuelle, ce n'est pas cela qui arrêtera la marche des choses. Puisque tout annonce que des bouleversements se préparent, n'est-il pas de notre devoir d'examiner à l'avance ce qui pourra bien advenir de nous dans cette mêlée générale ? Il n'est pas de pire situation pour un peuple que d'être surpris par la destinée et d'avoir à improviser fiévreusement un régime viable. Si gouverner c'est prévoir, il appartient à ses penseurs de scruter l'horizon pour lui arracher une part de son mystère, comme aussi de chercher à résoudre les problèmes qui déjà se posent. Faut-il attendre pour choisir que les futurs contingents aient éclaté ? S'abstenir de penser à l'énigme enfermée dans un proche avenir serait une imprudence qui pourrait nous coû-

⁴ *L'Irlande nouvelle*, par L. Paul-Dubois, *Revue des Deux-Mondes*, du 1er nov. 1926, p. 120.

ter cher. Un homme averti en vaut deux. Un peuple prévenu de ce qui s'en vient, et qu'aucune force humaine ne saurait empêcher de se produire, a l'avantage de pouvoir parer aux inéluctables réalités.

Sur la substance des enquêtes se sont greffées d'autres formes d'action : les mots d'ordre, qui retentissent chaque mois comme des appels ; la critique de nos auteurs qui veut être autre chose qu'une recension, qui s'efforce de dire la vérité sur un ouvrage, abstraction faite de tout autre point de vue, — car la vérité a une vertu que rien ne remplace ; l'intervention auprès des pouvoirs publics, pour réclamer en faveur de la reconnaissance pratique des droits de notre langue, dans le domaine de la politique ou de l'administration municipale ; le signalement, par un théologien de marque, d'ouvrages théologiques, philosophiques, pédagogiques ; enfin, la galerie de portraits. Ici, je me permettrai de suggérer que l'on évoque surtout les figures du passé. Parler des contemporains, les peindre en pied, est une entreprise bien délicate, et qui n'est pas exempte de périls. Comment être assez discret pour ne pas outrer dans l'éloge ? Et comment, s'il y a des réserves à apporter sur un personnage, être assez libre pour les faire entendre ? J'ai cru remarquer que, dans certains cas, on avait brûlé l'encens à profusion ; en d'autres, l'admiration s'était tempérée de vaines atténuations qui n'ont rien changé à l'attitude prise par le modèle. Tant que la courbe d'une carrière n'est pas close, il est si difficile de la bien juger. La perspective manque. Et puis, il peut arriver que tel de ces héros en cours finisse moins bien qu'il n'avait commencé. Et l'on devine à qui je fais ici allusion. Tandis que, lorsque une figure est entrée dans l'histoire, l'on en

embrasse toute la ligne, et l'on n'est plus gêné par rien pour en tracer une image que la postérité puisse retenir.

* * *

L'*Action française* achève ses dix ans. Ses débuts furent modestes. Elle a perdu en route quelques amitiés. Elle en a gagné de nombreuses. Si elle ne se console pas de certaines défections, elle a la sagesse de comprendre que cela est inévitable dans toute vie, toute entreprise humaine. Les recrues que lui amène la Providence font plus que combler les vides causés par l'inconstance ou l'infidélité. Elle se garde bien, pour s'attirer des sympathies nouvelles, de sacrifier un seul point de sa doctrine ou de tamiser son idéal. La fermeté qu'elle met à défendre les principes qui sont sa raison d'être est précisément ce qui lui attire les plus ferventes adhésions. Elle a augmenté le nombre de ses pages. Elle a vu s'accroître ses abonnés. Ceux-ci se chiffrent aujourd'hui dans les milliers. Aucune revue chez nous n'en a compté autant. Son action s'exerce sur l'élite. Constatation exquise, et qui autorise tous les espoirs. La lumière descend de sphère en sphère. Les idées dont s'imprègne et se nourrit une élite, s'en vont, de degré en degré, jusqu'aux dernières couches sociales. Le temps n'est pas encore venu de juger toute la portée de ce mouvement d'action française ni de dire le bien qu'il a opéré. *Nisi granum frumenti...* Les écrivains font le geste auguste du semeur. La nature est lente dans ses voies. Le grain qu'on lui confie, il faut qu'il subisse dans le sol une série de transformations avant de germer. Il y meurt, il s'y dépouille de ce qu'il a d'accidentel. Plus tard, plus tard, après le travail des saisons, la moisson germe et mûrit. C'est le symbole du sort réservé à tout aposto-

lat intellectuel. Un succès trop immédiat est rarement bon signe. Les penseurs doivent tourner leurs regards vers l'avenir. Rien ne se perdra de la semence divine qu'ils jettent dans les esprits. Cette semence doit passer par des élaborations mystérieuses, infiniment lentes, avant de donner les fruits dont elle est pleine. La patience, le désintéressement conviennent au véritable écrivain. L'*Action française* est encore trop près de ses origines, trop engagée dans la lutte pour que l'on puisse dresser le bilan exact de sa vie et de son influence. Ce sera l'affaire des générations futures. Je puis seulement affirmer, et c'est le résumé de cet examen de conscience, et je le dis dans toute la sincérité de mon coeur : il nous manquerait un rouage essentiel si pareille oeuvre n'existait pas.

Henri D'ARLES.

COMMENT AIDER L' « ACTION FRANÇAISE » ?

Un excellent Religieux nous écrit : « L'Avant garde de notre Académie G... a été réorganisée sur des bases qui me paraissent solides... Je suis fier de mon petit groupe... Pour faire de l'action, nous allons répandre dans notre localité 200 exemplaires de l'Almanach de la langue française. C'est plus que je ne vous ai demandé l'année dernière; ce n'est peut-être que le commencement. Quant à l'*Action française*, notre maison y est abonné. Je la suis toujours avec intérêt et la lis à mes élèves. J'achète aussi vos publications que je fais connaître le plus possible autour de moi. Au cours de l'an prochain, notre Avant-garde s'abonnera à votre revue et au service d'envois d'office... Tout cela pour vous prouver que votre oeuvre excellente ne nous laisse pas indifférents. »

Quelle façon excellente et toute simple, d'aider une oeuvre et d'ouvrir, en même temps la jeune génération aux préoccupations nationales!

Jacques BRASSIER.

UNE HEURE AVEC
" LE FILLEUL DU ROI GROLO "

Quoi qu'en pensent certaines gens positifs, il y aura toujours des hommes qui prendront plaisir aux histoires merveilleuses, aux allégories charmantes. Elles ont le pouvoir de renouveler les délices des premières lectures. Une heure avec *Le filleul du roi Grolo* évoque la silhouette de *Un bon petit diable* et les aventures mirifiques des contes de Perrault. Dans le décor d'une forêt enchantée, où dansent des lutins, voici que s'animent les personnages chers de nos dix ans — Chat Botté, Barbe-bleue, Cendrillon, Riquet à la Houppe — et qu'apparaît dans la lumière mauve des clairs de lune sylvestres la fée consolatrice dont les voiles d'argent s'ouvrent à la brise, comme des ailes.

Oeuvre dont le but est d'émerveiller les jeunes ou de reposer les adultes des complications de la vie réelle, le dernier roman de Marie-Claire Daveluy n'avait pas à se soumettre aux lois strictes du genre « enivrant et décevant comme un songe d'opium ». (Paul Bourget). Il était loisible à l'auteur de faire passer son héros par des péripéties qui, sans l'intervention opportune des gnomes et des fées, seraient inextricables, voire invraisemblables. Un fils de bûcheron, en réalité, fils de famille princière, est élevé au fond d'une forêt. Un jour, le roi arrive en visite. Il accepte d'être le parrain de l'enfant à qui il remet des gages. Ces gages lui permettront de se présenter à la cour, dès l'âge de quinze ans. On devine combien vite s'écoule l'enfance du héros. C'est comme dans la fable de Jean Aicard, *L'enfant et le pe-*

loton de fil. Devenu jeune homme, robuste et brave, affectueux et beau, mais inexpérimenté, il part pour la cour. Par malheur, il ne sait pas, chemin faisant, éviter les pièges que lui tendent ses ennemis. Son manque d'énergie attire de sérieux ennuis à son royal bienfaiteur. Que va-t-il advenir? Le filleul poursuivra-t-il sa randonnée?

Des gnomes s'approchent alors du filleul perplexe.

Ces vieillards lilliputiens lui suggèrent le moyen de tout réparer: il lui faudra se soumettre à une complète rééducation. Le filleul accepte. Commence aussitôt son entraînement aux exercices étranges. Ses progrès corporels et intellectuels sont rapides mais ils n'empêchent pas son courage de faillir maintes fois. Le caractère enfin raffermi par l'expérience, il s'élançe contre les puissances conjurées dans les aventures finales où la victoire effacera les erreurs de jadis. Aucun obstacle ne l'effraye désormais et, chevaleresque, il conquiert la main de la belle princesse Aube.

Tel récit exige la grâce de l'invention et la fraîcheur des tableaux. Si le caractère de l'affabulation où doit surtout se déployer l'imagination ne prête guère à la dissertation et encore moins à l'analyse, il faut pourtant qu'une pensée et, disons le mot, une philosophie, illuminent le plan du merveilleux où évoluent les personnages. Sans cela, le roman de fée devient un film dont les héros ont des gestes de pantins. En l'oeuvre de Marie-Claire Daveluy, rien de cette facticité. Tout se tient. Nulle part l'intérêt n'est leurré. Le lecteur est particulièrement frappé par la perfection du chapitre où l'auteur narre les étapes de la rééducation du filleul chez les gnomes. Comme le héros reste humain dans sa décision de se parfaire, dans son courage à se relever de

ses chutes, dans sa bonne volonté de les prévenir ! L'écueil eut été de faire de ce bambin une espèce de surhomme. Le grand mérite, au contraire, demeure d'avoir observé ce caractère de psychologie enfantine : une prompte générosité alternant avec une inconstance vite corrigée. Cette partie du roman révèle une intelligente pédagogie qui doit savoir inspirer confiance en soi et souci de l'honneur, en même temps que réfréner la présomption sans étouffer la personnalité naissante.

De ces aventures ravissantes, il semble que le dénouement se hâte trop. Il aurait fallu pour l'équilibre de la composition donner quelques développements de plus aux derniers chapitres. Ce léger défaut était moins visible lors de la publication du conte dans l'*Oiseau bleu* ; mais le volume le laissera paraître aux lecteurs qui le parcourront sans arrêt, et c'est la majorité. Qui saura se contenter de lire, en plusieurs tranches, une oeuvre qui figure avec honneur à côté des récits similaires de la littérature française ? Si un livre, tel un paysage, est un état d'âme, *Le filleul du roi Grolo* décèle un auteur aimable chez qui le souci de plaire et de charmer est servi par un style d'un coloris simple et sans prétention à l'originalité. Avec moins de bonhomie que la comtesse de Ségur, « née Rostopchine et grand'maman » (Emile Faguet), Mlle Daveluy sait causer ses contes. Elle sait si bien conter que les aînés n'ont qu'un regret, inconsolable celui-là : n'être plus jeune pour goûter avec une âme neuve ses récits historiques ou féériques. Ils souhaitent à tous les filleuls de chez nous de recevoir de leur parrain *Le filleul du roi Grolo* et, de leur marraine, *Perrine et Charlot*. On les verra cesser leurs rondes et leurs jeux qui lassent, et les enfants et les mamans, s'asseoir et lire ces deux volumes composés pour eux par

un écrivain qui sait leur goût. Ils se distrairont et s'instruiront, puisque, selon le mot de Montaigne, les bambins sont « capables de philosophie à partir de leur nourrice, mieux que d'apprendre à lire et à écrire ».

Hermas BASTIEN.

« LA SAUVEGARDE ».

Elle vient de fêter le 25^e anniversaire de sa fondation. Cette Compagnie d'assurance prouve donc qu'une institution canadienne-française peut vivre un quart de siècle, devenir même prospère, sans se croire obligée, pour cela, de se vendre tout de suite à des financiers américains ou anglo-saxons. Son actif, de quelque cent mille piastres au début, atteint aujourd'hui \$3,000,000 ; ses assurances en vigueur dépassent \$22,000,000.

Nous souhaitons à « La Sauvegarde » de suivre vigoureusement cette courbe ascendante. Nous ne sommes point ici de ces sceptiques ni de ces faux-résignés qui croient illusoire l'organisation économique des Canadiens français. Nous savons que, derrière ce scepticisme, se cache trop souvent plus d'égoïsme que le manque de foi. Oui ou non, la question économique est-elle une question nationale, et vitale? Tout est là. Si oui, il faut la résoudre en notre faveur, quoi qu'il en coûte, et contre tous les lâches et tous les traîtres.

Que « La Sauvegarde » continue de bien développer ses services. Qu'elle ne laisse aux tièdes et aux snobs aucun mauvais prétexte de recourir aux Sociétés étrangères, en vue d'avantages plus considérables. Rares les Canadiens français qui consentiront à se taxer pour aider une entreprise nationale. Il faut que nos financiers et nos commerçants, s'ils veulent vaincre leurs rivaux, ne se laissent vaincre en quoi que ce soit par ces rivaux, ni par la qualité de la marchandise qu'ils offrent, ni par la compétence et la qualité du personnel.

Oserons-nous donner à « La Sauvegarde » un dernier avis? Qu'elle surveille son Bureau de direction, et n'y laisse entrer que des hommes de bonne foi. Qu'elle en écarte les spéculateurs sans patrie. Notre peuple a sûrement tort de tant se méfier des entreprises financières organisées par les siens. Mais il en a tant vu, prompts à battre la grosse caisse du patriotisme, à la période de leurs débuts, puis aussi prompts à lâcher leurs compatriotes, à vendre leur entreprise à l'étranger aussitôt qu'elle va bien. Si le peuple se méfie des parvenus, c'est que trop de parvenus qu'il a hissés sur ses épaules, n'y sont montés que pour le trahir.

VOS DOCTRINES ?...

(suite) ¹

Ces deux mises au point, facilitent la solution des problèmes antérieurement posés; il importe de discuter la situation actuelle du peuple canadien et d'indiquer sans exagération les maux dont il souffre, et les biens dont il dispose. Reprenons la série d'objections dans l'ordre déjà énoncé.

L'éparpillement de la race canadienne française aux quatre coins de l'Amérique, et notamment dans la Nouvelle-Angleterre, constitue un fait douloureux, qu'il convient d'admettre sans ambages. Si au lieu de se porter vers le sud américain, cette immigration avait été dirigée dans les plaines de l'ouest canadien, la physiologie politique du Canada aurait, depuis longtemps, subi des modifications essentielles sur lesquelles il serait superflu d'insister.

Aussi bien, les chefs d'aujourd'hui, instruits par l'expérience, ont déjà imprimé une orientation nouvelle à l'esprit migrateur des fils des anciens coureurs de bois. Non pas qu'on songe à ramener sur le sol natal les deux millions de Franco-Américains; ceux-ci, satisfaits de leur sort entendent rester sur une terre hospitalière et enrichir la civilisation américaine d'un nouveau flambeau: la pensée catholique et française. Rêve ambitieux s'il en fut, mais que l'avenir pourrait bien transformer en une éblouissante réalité: la marche des événements comporte toujours des imprévus.

Les desseins des agents actuels d'immigration et des missionnaires-colonisateurs de la province de Québec, sont pratiques. C'est dans le nouveau Québec et l'On-

¹ Voir l'*Action française*, octobre 1926.

tario-nord que l'on dirige désormais le surplus de nos familles nombreuses. Ces districts très fertiles et à peine ouverts à la colonisation pourraient facilement nourrir plusieurs millions d'habitants. Aujourd'hui comme hier le Canadien français marche à la conquête de ces terres en friche ou laissées incultes par des prédécesseurs moins courageux. Un magnifique avenir semble réservé à ces nouveaux pionniers ; dans ces contrées de colonisation, de nombreux villages s'organisent autour de l'église paroissiale ; un clergé vigilant s'applique à maintenir l'esprit de foi et de discipline des vieilles paroisses. Puisse l'action énergique de ces patriotes réparer partiellement l'erreur des jours passés.

La désertion des campagnes existe dans la province de Québec. Toutefois, elle n'a pas atteint des proportions alarmantes. La guerre de 1914 multiplia les manifestations de cette force centripète, mais il semble bien que la vie chère et la pénurie d'un nombre grandissant de citadins finiront par rétablir l'équilibre d'avant-guerre. De plus, les nouveaux centres de colonisation absorbent constamment le trop-plein des villes. Enfin l'agronomie commence à être en honneur. Plusieurs de nos universitaires obtiennent le titre d'ingénieur-agronomes ils s'établissent dans des milieux agricoles et transmettent aux paysans de précieuses connaissances acquises à l'université. Ils dégorgent ainsi les professions libérales encombrées et accélèrent le mouvement de retour à la terre.

La province de Québec n'a pas échappé à l'industrialisation qui, dans le monde entier, caractérise l'époque moderne. Mais en cette occurrence encore, l'exemple de l'Europe — et notamment de la France — a inspiré les décisions des chefs du mouvement ouvrier québécois.

A la fin du dernier siècle, le socialisme français avait déjà pris conscience de lui-même. Les ouvriers s'organisaient en syndicats qui naissaient et demeuraient en marge de la religion catholique. Certains membres actifs du clergé tentèrent alors de concilier effectivement le syndicalisme et le catholicisme. C'était là une légitime et noble tentative effectuée en vue de ramener au bercail chrétien le monde ouvrier glissant déjà vers le matérialisme et l'impiété, voire l'anticléricisme.

Il semble bien que le haut clergé français ait témoigné une bienveillance douteuse à l'égard des unions syndicales. Au sentiment d'un prêtre distingué et averti, maintenant vicaire de l'une des plus importantes paroisses de Paris, le seul mot « syndicalisme » éveillait des soupçons dans l'esprit des chefs de l'église catholique de France. A ces personnages amoureux de la discipline et partisans, pour la plupart, du système monarchique, les revendications ouvrières et les unions syndicales représentaient l'ultime résultante du mouvement révolutionnaire de 1791. Et il convient de remarquer que certaines paroles imprudentes de quelques chefs socialistes confirmaient, hélas ! les appréhensions de l'immense majorité des évêques de France.

Dans les entrefaites, les milieux catholiques aux tendances libérales et démocratiques saluaient la naissance d'un socialisme chrétien qui se cristallisa en un groupelement célèbre : le « Sillon ». Malheureusement ses membres ne surent pas toujours garder une juste mesure dans la rédaction d'un programme d'action trop favorable aux erreurs modernistes de l'époque. La condamnation papale donna le coup de mort à l'existence météorique de cette association et sembla approuver indirectement

l'attitude réservée de l'épiscopat français. Mais, privée de chefs catholiques, l'organisation ouvrière ne tarda pas à tomber dans l'ornière de l'internationalisme athée ou du communisme russe.

Cette tragique expérience, le clergé canadien-français sut la mettre à profit. Au moment où les unions américaines ou internationales commençaient à s'implanter dans la province de Québec, les évêques désignèrent officiellement quelques prêtres versés dans les questions sociales pour organiser les ouvriers. Le succès couronna bientôt leurs efforts; malgré la guerre sourde menée par l'or new-yorkais contre les unions ouvrières catholiques, celles-ci, en l'espace de dix années à peine, remportaient une victoire qui semble bien définitive. Le nombre de leurs membres augmente constamment, tandis que celui des internationalistes décroît. Tout dernièrement, les unions catholiques ouvrières obtenaient pour la première fois, une reconnaissance officielle de la part du gouvernement fédéral. Il serait superflu d'ajouter qu'elles fonctionnent avec l'approbation explicite et l'encouragement effectif des chefs de l'industrie; en ces temps de perturbation générale, ceux-ci prisent à leur juste valeur la stabilité sociale, de même que l'état de contentement du monde ouvrier. Aussi bien, la situation actuelle est éminemment consolante; malgré des résultats contraires en Europe, l'avenir syndicaliste canadien-français, grâce à l'activité d'un clergé prudent et perspicace, se présente sous les plus riantes couleurs.

Il est impossible de nier les progrès de l'immoralité dans les grandes villes canadiennes: l'agglomération des humains a toujours favorisé l'écllosion des vices. Le cosmopolitisme et les allées et venues d'étrangers expliquent partiellement l'existence et le développement de

ces maux auxquels il ne convient pas d'attacher une importance exagérée : les moeurs du peuple en général, et notamment des cultivateurs, importent davantage. Et jusqu'ici, la campagne s'est remarquablement préservée de ces atteintes.

* * *

Plus importante est la discussion des problèmes moraux et religieux que doivent résoudre les directeurs de la nationalité canadienne.

L'esprit de foi diminue-t-il véritablement dans notre peuple ? Avant de répondre à cette question complexe, il est nécessaire de poser des distinctions.

L'âge d'or de l'esprit religieux ne saurait durer éternellement. Sans doute l'atmosphère mystique et captivante, qui fut l'apanage de la Nouvelle-France, aux premiers temps de la colonie, semble avoir disparu — en partie du moins — de notre existence nationale. A la foi de charbonnier doit succéder une foi raisonnée en harmonie avec les besoins du temps. Et c'est pourquoi notre époque peut revendiquer la gloire d'avoir salué la naissance d'une foule d'associations dont le programme d'action comporte l'étude approfondie des croyances et des dogmes. Une élite laïque se lève ; elle est munie de connaissances religieuses qu'on aurait cherchées en vain chez nos ancêtres. Au lieu de s'abreuver au mysticisme d'autrefois, elle trempe son caractère dans les sources vivifiantes d'une foi rationnelle pour se livrer ensuite à une propagande qui ne laisse pas d'impressionner vivement les non-croyants ou les esprits forts. A notre sentiment, cette évolution marque un progrès sensible sur l'époque antérieure : le catholicisme québécois cesse

de se replier sur lui-même ; il rayonne au dehors. Il prépare également une élite religieuse qui, à l'instar de la vieille France, sillonne les pays étrangers pour convertir les infidèles.

Du reste, la situation religieuse au Canada diffère totalement de celle de la France : nous n'avons pas à remorquer un passé lourd de querelles politiques et cléricales. Au siècle de Louis XIV, d'assez graves abus s'étaient glissés dans le haut clergé français, bras droit de la royauté ; le peuple identifiait en une cause commune le trône et l'autel, tandis que le bas clergé des villages et des hameaux prêtait une oreille attentive aux doléances de ses ouailles et, à l'occasion, devenait le porte-parole des revendications populaires. Ainsi s'établissaient des divergences d'idées et de sentiments entre les membres de la même famille religieuse ; elles s'accrochèrent jusqu'à la Révolution où elles apparurent alors tragiques et funestes à la nation. Depuis, il semble bien qu'un esprit chrétien et fraternel ait envahi l'âme de tous les prêtres français. Mais quelques ferments de discorde subsistent encore, hélas ! En dépit des théories égalitaires de la Révolution, et malgré l'exemple de certains hauts dignitaires français qui se plient volontiers aux nécessités de l'époque et se mêlent au peuple, il est incontestable qu'une certaine aristocratie religieuse de France maintient toujours ses positions. Cette survivance d'un esprit de caste nuit à la diffusion de l'évangile.

L'épiscopat canadien a toujours ignoré — et ignore encore — de semblables conflits : l'immense majorité — sinon la totalité — de nos prêtres et de nos évêques sont des fils du peuple qui conservent des allures démocrati-

ques et des manières simples, même lorsque l'Église les élève à d'éminentes fonctions. Il convient d'illustrer cette mentalité par un fait typique.

Il y a quelques années, un prêtre français, de passage au Canada, était l'hôte d'honneur d'un archevêque canadien-français à la fois célèbre par sa culture et son urbanité. Un soir, tous deux causaient, lorsqu'on annonça à Monseigneur l'arrivée d'un vieil « habitant » d'une paroisse avoisinante. « Qu'il vienne ici sur-le-champ ! » dit Monseigneur. Et quelques minutes plus tard, celui-ci, sans plus de cérémonie, présentait au prêtre français étonné d'un pareil sans-gêne, un brave cultivateur heureux de surprendre son archevêque, autrefois son curé, et de s'entretenir avec lui de questions locales. Le prêtre français, qui se plaisait ensuite à narrer cet incident, ne manquait jamais d'observer que tant que le clergé canadien-français conserverait cette simplicité patriarcale et son homogénéité, le catholicisme québécois ne connaîtrait pas d'heures sombres.

L'esprit de dissension, funeste au clergé français, n'épargna point la masse des fidèles. Après la Révolution, catholiques royalistes et catholiques libéraux se livrèrent une guerre sans trêve ni merci ; ils firent ainsi le jeu des socialistes et des anticléricaux. A la suite des persécutions que les gouvernements de gauche exercent depuis plus d'un quart de siècle sur la population catholique, il était permis d'espérer l'union désirée. Espérance illusoire, hélas ! La grande guerre même n'a pas modifié cette triste situation : il y a quelques mois à peine des libéraux, pour faire échec à la candidature d'un catholique militant mais royaliste, ne craignirent pas de s'allier à leurs pires persécuteurs pour élire un homme

qui ne s'était pas engagé à abroger les lois laïques. Ainsi les gouvernements de gauche ont beau jeu pour imposer leurs conditions à une droite en proie aux divisions intestines. C'est là un des aspects les plus douloureux du problème religieux de la France contemporaine.

Au Canada, la situation est toute autre. Autrefois le clergé canadien sauva son peuple de la destruction. Aujourd'hui, il constitue la forteresse qui protège les droits et les privilèges de la minorité française d'Amérique. Eût-il cette unique fonction que déjà il devrait s'attirer la bienveillante neutralité — sinon le concours — des libres penseurs animés de sentiments patriotiques. La nationalité canadienne-française ne peut se payer le luxe de conflits religieux quand l'ennemi frappe à ses portes: pour vivre et progresser, elle doit mettre en oeuvre toutes ses forces vives. Neutraliser une partie de ses effectifs par des luttes intestines, ce serait pour elle signer son arrêt de mort.

Une telle unité nationale et religieuse explique l'insuccès des tentatives d'assimilations anglaises, françaises ou américaines.

Non pas que l'impérialisme anglais se soit avoué définitivement vaincu! Il y a quelques années à peine, il s'implantait dans le Canada-français à la faveur de circonstances exceptionnellement favorables. Seule une propagande courageuse, intelligente et constante, réussit à enrayer un mouvement qui devait ébranler les assises même de la confédération. Aujourd'hui l'autonomie canadienne compte des partisans, non seulement dans la province de Québec, mais chez un nombre grandissant d'Anglo-saxons cultivés des autres provinces. Et il est évident que dans le Canada tout entier ce senti-

ment acquerrera plus d'intensité avec le temps: chaque génération nouvelle s'attache davantage au sol natal.

Si la pensée anglaise a failli compromettre notre unité nationale, la pensée française a menacé, au siècle dernier, notre unité religieuse. A l'aurore du XVIII^e siècle, les théories révolutionnaires de 1791 connurent une heure de célébrité au Canada; elles se confondirent avec de légitimes revendications nationales et trouvèrent un brillant propagandiste dans la personne de Papineau. L'ultime échec du chef libéral ne put empêcher la diffusion des doctrines subversives des encyclopédistes; plusieurs Canadiens se rappellent encore les péripéties d'une retentissante querelle entre l'archevêque de Montréal et l'Institut Canadien. Plus récemment, encore, un incident fortuit révéla l'existence, dans la métropole, d'une franc-maçonnerie canadienne-française. Ces faits et plusieurs exemples analogues prouvent que l'esprit d'individualisme français, à la faveur des circonstances, pourrait trouver au Canada quelques milieux favorables à son développement, s'il était laissé à lui seul. Mais la persécution le force à rentrer dans les rangs.

Il doit également faire face aux assauts que lui livre un nouvel et redoutable ennemi: la jeunesse catholique de la France. Saturée d'une idéologie désuète ou de fadaïses antireligieuses, et dirigée par la fleur de la nation, cette jeunesse formule des exigences précises; elle fonde des revues et des journaux qui propagent, en France et à l'étranger, des idées saines. Et c'est ainsi que la pensée française, autrefois nocive à la vitalité canadienne, devient, par un subit retour des choses, la sauvegarde et l'auxiliaire du catholicisme québécois. Désormais l'athéisme et l'anticléricalisme des vieillards

d'outre-mer devront se mesurer avec un adversaire qui entend les pourchasser jusque dans leurs obscurs repaires.

En outre, le catholicisme des Canadiens français devrait ressentir, dans un avenir prochain, les effets salutaires du renouveau religieux qui se lève sur le monde occidental.

Au moment du triomphe de la science spéculative ou pratique, la plupart des beaux esprits du monde entier interrogeait avec angoisse l'avenir de la religion. Elle avait fait son temps, pensaient-ils, et devait disparaître devant l'acquisition des nouvelles connaissances. Mais voici que tout à coup, les gens du siècle savant ont découvert leur monumentale ignorance. Ils constatent que s'ils ont aboli les distances, et, par leurs découvertes, agrandi le monde, ils ont reculé effroyablement dans la compréhension des forces supra-sensibles qui parcourent l'univers et meuvent toutes choses. Ils comprennent soudain qu'ici-bas, il existe autre chose que leur courte science. A leur insu peut-être, ils projetaient autrefois leur propre image sur le plan universel et s'imaginaient que les ouvriers célestes et le Créateur modelaient leurs gestes sur ceux des humains. Singulier anthropomorphisme ! Il communiquait à la science une véritable infirmité. Le moment semble venu où les savants s'apprêtent à sortir du monde de la matière et de l'illusion des formes pour rentrer en communication avec l'Éternel. Les Canadiens français collaboreront sans doute à la renaissance d'un esprit scientifique dépourvu d'orgueil et de folles ambitions ; leur raison s'inclinera devant les prescriptions d'une intelligence supérieure pour reculer ensuite les bornes de l'ignorance et de l'erreur et préparer l'avènement de la véritable civilisation.

Si le Québec n'a pas lieu de craindre la pensée anglaise ou française, il ne saurait trop se prémunir contre la pensée américaine. Voilà, à notre avis, le seul nuage qui s'amoncelle à l'horizon et menace l'existence même du puple canadien. Chaque minute qui passe augmente l'imminence et la gravité du péril.

Les capitaux new-yorkais contrôlent déjà une partie de nos ressources. De plus, la pensée américaine s'infiltré dans la population anglaise et même française du Canada : journaux, revues, représentations cinématographiques, associations charitables, littéraires ou scientifiques, tous ces facteurs transforment lentement la mentalité des Canadiens. Sous leur influence, l'honnêteté proverbiale des pionniers fait place à une course aux millions acquis par des moyens légaux mais foncièrement immoraux ; l'esprit de confort succède aux idées de dévouement et d'apostolat ; les liens du mariage s'affaiblissent et l'autorité paternelle diminue. Comment répondre aux attaques d'un ennemi qui, de toutes parts et sans répit, déclenche des offensives ? Comment remporter une victoire lorsque l'on se trouve un contre cent ?

Voilà le grand, l'unique danger. De sages observateurs l'ont pressenti. Les uns veulent parer au péril en rappelant les Anglo-saxons au sens des réalités et au respect de la lettre et de l'esprit de la confédération. L'union de tous les Canadiens, de l'Atlantique au Pacifique, aurait raison des menées annexionistes de nos voisins. Convaincus de la faillite prochaine du pacte fédératif de 1867, d'autres Canadiens-français — universitaires, historiens ou hommes de lettres pour la plupart — préconisent l'orientation immédiate de la nationalité

laurentienne vers un idéal nouveau, en tenant compte des aspirations présentes et des rêves des ancêtres. Ces deux solutions présentent d'énormes difficultés que nous ne réussirons jamais à surmonter si nous ne recevons des secours de « Celui qui fait la loi aux rois et leur donne, quand il lui plaît de grandes et de terribles leçons. »

Il convient toutefois de remarquer que si certaines traditions québécoises s'effritent, d'autres persistent et se développent. Le nationalisme intransigeant, qui, depuis la guerre, souffle sur le monde, a contribué à accroître le respect du passé. Dans toutes les sphères de l'activité humaine : littérature, beaux-arts, politique, sociologie ou religion, deux forces sont aux prises : la tradition et l'évolution. Le XIX^e siècle a fait table rase du passé et n'a plus voulu porter des jugements que selon les lumières de la raison. L'orgueil l'enivrait : il croyait à sa supériorité.

Mais un siècle et demi d'infatuation démocratique a conduit la société à une impasse. Balzac pressentait les résultats néfastes de ce nouvel état d'esprit ; il affirmait que le jour où il ne resterait plus, pour étayer la société, que la science ou l'expérience des individus, la situation serait grave.

Il semble bien que le XX^e siècle réagira contre les théories surannées de l'évolution et du progrès. Les hommes regrettent maintenant d'avoir secoué la tutelle des traditions puisqu'elles constituent l'expérience accumulée au cours des âges, les préceptes inscrits par la main du temps dans la mémoire de l'humanité. Le peuple commence à comprendre que ce qui l'anoblit, c'est beaucoup moins d'exercer sa souveraineté que de demeurer

rer respectueux des grandes forces morales auxquelles il coopère sans pouvoir toujours en comprendre la nature et les lois. Les classes dirigeantes sont unanimes à proclamer qu'un grand pays n'est pas nécessairement celui qui se pique d'une haute culture intellectuelle, mais plutôt celui qui supporte l'inégalité des conditions sans envie, où chacun s'interdit de forcer son talent et consent à demeurer à son rang, par amour du devoir et par goût de l'honnêteté. Un professeur en Sorbonne ne recommandait-il pas tout récemment de ne pas ôter au peuple ses traditions, sa belle morale héritée, sa délicate pudeur, son culte du passé, en un mot de ne point le déraciner en le mutilant? Ce n'est pas la nation française, c'est le peuple annamite qui est ici l'objet de cette sollicitude! Cette citation mérite toutefois d'être retenue; elle prouve que les principes sociaux de Maurice Barrès et de son école sont en train de conquérir l'assentiment de l'élite enseignante de la France.

Il ne faudrait pas cependant que le culte du passé dégénérait en fétichisme. L'amour des traditions comporte le sacrifice de certaines parties accessoires qui ne répondent plus aux exigences nouvelles. Autrement on risquerait de chloroformer l'âme nationale et d'ankyloser le peuple en une funeste immobilité, messagère de mort.

* * *

Il reste aux partisans du pessimisme un suprême argument: à leur sentiment, la civilisation même porte dans son sein des germes de mort. L'existence implique une incessante métamorphose. Arrivés à leur apogée, l'art et la vie s'altèrent et s'affaiblissent en s'enrichissant. La complexité stérile remplace l'unité féconde; les

fignolages des décadents succèdent à l'ingénuité primitive. Selon la mélancolique constatation de Mistral : « Ici-bas naît le ver avec le fruit. »

Sans doute, le maître de l'Univers n'a donné à aucun peuple des promesses de pérennité : l'esprit souffle où il veut. De quoi demain sera-t-il fait ? Problème angoissant dont la solution définitive échappe à l'homme.

Toutefois, il reste acquis que de la suprématie d'une pensée naît une civilisation ; puis, si elle se contredit, c'est le hoquet de la mort qui commence. Le Canada-français doit donc conserver le legs magnifique du passé sans quoi il s'expose à respirer selon l'expression de Renan, le parfum d'un vase vide. Il lui est également permis d'avoir foi en sa destinée tant que les meilleurs de ses fils, missionnaires de vérité et d'idéal, prolongeront, par delà les siècles, l'optimisme, la vaillance et la foi des aïeux.

Séraphin MARION.

Ottawa, le 2 janvier 1926.

BILAN FINANCIER DE CINQ PUISSANCES AU MOIS

D'AOÛT 1926.

<i>Crédit</i>	<i>Débit</i>
	I — États-Unis
\$11,750,000,000.	
	II — Grande-Bretagne
\$12,075,000,000.	\$5,550,000,000.
	III — France.
\$5,950,000,000.	\$6,650,000,000.
	IV — Italie
\$1,200,000,000.	\$4,390,000,000.
	V — Allemagne
x x x	\$10,000,000,000.

LES PROGRÈS COMMERCIAUX DU CANADA DEPUIS DIX ANS

M. Henry Laureys, vient de publier une très intéressante brochure dans laquelle il réunit les remarquables articles qu'il écrivit l'an dernier pour la *Revue Economique Internationale*. Ceux qui s'intéressent aux questions de géographie économique et ceux qui comprennent l'importance du facteur économique en histoire, apprécieront son étude et l'en féliciteront.

L'auteur nous parle du commerce extérieur canadien depuis dix ans. Il nous montre son développement énorme, ses caractéristiques les plus frappantes, ses progrès et aussi certaines de ses méthodes un peu désuètes.

Il y a dans ces pages un optimisme de bon aloi. Il faut s'en réjouir. Il est temps, en effet, que renaisse la confiance dans les affaires. Depuis trop longtemps nos industriels et nos commerçants ne cessent de répéter à qui veut les entendre que « les affaires sont à terre ». Ils semblent ne pas s'apercevoir que l'ère d'instabilité commerciale d'après-guerre a pris fin, que la crise de 1921-22 est passée et que, malgré la dépréciation de certaines monnaies européennes et l'élévation démesurée du tarif Fordney-McComber, le Canada augmente son commerce extérieur, s'ouvre de nouveaux débouchés et se développe industriellement.

M. Laureys nous prouve qu'en 1923 et, surtout en 1924, il y a un relèvement général qui paraît de bon augure, et il entrevoit les immenses possibilités commerciales de notre vaste pays. « De plus en plus, dit-il, le Canada attire les regards du monde. C'est le pays de

l'avenir ». La prospérité des années qui ont suivi lui a donné raison. M. Beatty pouvait déclarer tout récemment que dans l'Ouest canadien, il n'avait pas vu, depuis dix ans, autant de progrès et autant de confiance en l'avenir, et la revue du *Canadien Pacifique*, commentant cette déclaration, montrait que tout le Dominion est « définitivement dans la voie de la prospérité ». ¹ D'ailleurs, pour l'année finissant avec août 1926, nos exportations se chiffrent à un milliard trois cents millions, laissant une balance de commerce favorable de trois cent soixante millions; ² ce qui, dans le cas d'un jeune pays, est l'indice d'un état de réelle prospérité commerciale.

L'auteur signale certaines anomalies de notre commerce et, en particulier, la tutelle de l'Angleterre et celle des États-Unis; près de 80% de notre commerce extérieur se fait avec ces deux pays. Notre pays, est, en effet, quant à ses exportations, à la merci des Anglais et des Américains qui lui transmettent des ordres suivant leurs intérêts particuliers. Pourquoi ne pas supprimer ces intermédiaires quand c'est possible, et pourquoi surtout ne pas nous rendre compte que l'expansion commerciale du Canada doit se produire en Amérique du Sud, en Asie, en Océanie et en Afrique? Est-ce que, après cela, nous ne pourrions pas exporter plus de produits finis ou semi-ouvrés au grand avantage de nos industries?

Quant à nos importations, il y aurait intérêt à les faire directement. Depuis dix ans, il y a eu d'heureuses modifications et les achats directs de matières premières ont considérablement augmenté. Nos importations de

¹ *Agricultural and Industrial Progress in Canada*, octobre 1926.

² *Bulletin des Renseignements Commerciaux*, 9 octobre 1926.

Cuba en sont l'exemple le plus typique. Ce pays qui, en 1913, avec un total de \$2,745,592, se classait au douzième rang pour ses exportations au Canada, était, en 1924, au quatrième rang avec 11 millions. Cuba nous vend principalement du sucre brut qui, purifié dans nos grandes raffineries, suffit à notre consommation et devient même un article d'exportation. Il n'en reste pas moins que le Canada achète beaucoup trop de l'Angleterre et des Etats-Unis. Et nous nous demandons pourquoi les Etats-Unis nous fournissent le riz qu'ils ne produisent pas; pourquoi le café du Brésil et de la Jamaïque est si souvent importé par voie des entrepôts de Londres et de New York; pourquoi les Américains sont nos fournisseurs de gomme et de résine, quoique ces produits soient originaires de pays exotiques? Pourquoi la laine brute nous vient d'Angleterre et la soie brute des Etats-Unis, lorsque ces pays n'en produisent pas suffisamment pour eux-mêmes?

Nos industriels, nos commerçants et même nos professionnels devraient lire la brochure de M. Laureys; ils devraient se mettre au courant des questions de géographie économique qu'elle traite. Ils ne seraient plus surpris alors de voir un pays comme le Sierra-Leone exposer ses produits à l'Exposition de Toronto et ne mériteraient plus de recevoir cette boutade du *New York Times*³: « Cette colonie de l'ouest africain a donné à sa soeur, le Canada, une leçon de géographie. » Ils seraient en mesure aussi de discuter avec de meilleurs arguments l'actuelle politique de la conquête des marchés extérieurs. Trop peu nombreux sont ceux qui, dans notre pays, s'intéressent aux questions économiques et suivent

³ 3 octobre 1926, page 7.

les progrès de notre industrie ou de notre commerce. On peut objecter qu'il est fastidieux de parcourir les longs rapports du Bureau Fédéral de la Statistique ou d'en compiler les chiffres pour les analyser. M. Laureys a voulu simplifier ce travail et le rendre agréable. Il a groupé les chiffres les plus importants de notre commerce extérieur de 1913 à 1924 et il en a tiré des conclusions. Puisse sa brochure être lue et appréciée comme elle le mérite!

René LANGLOIS, ptre.

A TRAVERS LA VIE COURANTE

LE FRANÇAIS EN EUROPE.

Quelle agréable surprise le Canadien français, à son premier tour d'Europe, n'éprouve-t-il pas lorsqu'il constate combien sa langue y est à l'honneur! Nous sommes si habitués au Canada à la voir mépriser. On la traite parfois avec tant d'injustice. Certains ne proposent-ils pas tout simplement de la proscrire? On se figure facilement alors qu'il en doit être ainsi à l'étranger...

Idee déprimante autant que fausse. C'est tout le contraire qui est la vérité. En Italie, en Espagne, en Suisse, en Belgique, — pour ne citer que ces pays, — la langue seconde, celle que parlent tous les gens un peu instruits, c'est la langue française. Partout l'on se flatte d'étudier le français que l'on considère comme un complément nécessaire de culture. Et c'est avec une pointe de vanité, souvent non déguisée, qu'on s'efforce de le parler, même chez le peuple.

Avez-vous la bonne fortune de vous trouver à Florence, par exemple? Si vous pouvez admirer librement cette Athènes de l'Italie, vous n'avez peut-être pas l'avantage de pouvoir chanter la délicieuse langue de Dante. Cependant, comme vous n'êtes tout de même pas disposé à ne vous nourrir que d'esthétique, il peut vous arriver de désirer vivement... un macaroni. N'allez pas le

demander en anglais: vous êtes à peu près certain d'obtenir un haussement d'épaules significatif. Demandez-le hardiment en français: vous aurez alors toutes les chances qu'on vous serve ce mets délicieux avec un sourire triomphal.

EN ANGLETERRE.

Mais à Londres, pensons-nous, on ne parle que l'anglais? Erreur. Presque toutes les familles de la noblesse anglaise envoient leurs enfants étudier le français à Paris. Tous les Anglais qui se piquent d'une certaine supériorité, apprennent le français et le parlent convenablement.

Dans un des hôtels les plus recherchés de Londres, l'hôtel Cecil, presque tout le service est bilingue. Les menus contiennent, certes, plus de français que la plupart des nôtres. Dans les affiches, dans les journaux, même dans les conversations, les vocables français surabondent. C'est le grand chic! Il semble que les graves habitants des bords brumeux de la Tamise deviennent moins austères lorsqu'ils se servent du verbe de Molière.

On raconte le fait suivant. Un avocat canadien-français plaide devant le Comité judiciaire du Conseil privé. Il désire citer Montesquieu au tribunal. Il s'évertuait à le traduire en anglais, lorsqu'un des juges lui dit avec ironie: « Mais, je vous en prie, Monsieur, citez donc en français; nous le comprenons tous ici. »

AU CANADA ANGLAIS.

Il faut être de l'Amérique, et de l'Amérique du Nord, pour croire que le français n'est pas un merveilleux instrument de formation intellectuelle. Il faut être du Canada pour mépriser cette langue universellement parlée et estimée à cause de sa clarté et de sa précision incomparables.

Une louable réaction tend toutefois à s'affirmer depuis quelques mois. On commence à s'insurger contre les sottes doctrines répandues chez nous par la secte orangiste. Le bon sens semble reprendre peu à peu ses droits. Notons que ce sont des Anglo-Canadiens les plus en vue et de l'esprit le plus distingué, qui s'en font les promoteurs.

Nous avons entendu récemment M. Beatty, président de la Compagnie du Pacifique, proclamer la nécessité pour les Canadiens de mieux connaître la langue française. M. Arthur Meighen,

par ses paroles et par ses gestes, s'est efforcé de démontrer la même thèse. Voici maintenant que c'est le Docteur Carter, surintendant de l'instruction au Nouveau-Brunswick, qui déclare à un Congrès d'instituteurs réunis à Moncton: « Je conseille à chaque instituteur du Nouveau-Brunswick d'apprendre le français autant que possible. Je ne comprends pas pourquoi les gens de langue anglaise sont présomptueux au point de croire qu'une langue est suffisante. Déjà la connaissance des deux langues est requise dans certaines écoles et le temps arrive où elle sera requise dans toutes les écoles. Encore une fois je conseille à tous les instituteurs d'apprendre le français. Cela pourra vous être utile et même nécessaire avant que vous ne vous retiriez de l'enseignement. » M. Alfred Roy, le jeune et valeureux directeur de *l'Évangéline*, qui rapporte ces paroles, ajoute: « En étudiant notre langue on apprendra sûrement à la respecter et à respecter en même temps ceux qui la parlent et la civilisation qu'elle représente. »

AU CANADA FRANÇAIS.

Mais si nous voulons qu'on respecte notre langue chez nous nous devons commencer par la respecter nous-mêmes. La première marque de déférence que nous lui devons n'est-elle pas de la bien parler? Quel mal endémique que notre affreuse prononciation! Dans une autre chronique il nous faudra revenir sur cet important sujet.

Nous devons aussi exiger que le bilinguisme, principe consacré par la Confédération, soit reconnu, d'une manière pratique, partout en ce pays. Comment voulez-vous donc que les Anglais admettent les droits officiels de notre langue, quand nous sommes les premiers à renier ces droits? N'est-ce pas un Canadien français qui, au département du Trésorier provincial, s'obstine à écrire en anglais à des Canadiens français? Ne sont-ce pas trop souvent des nôtres qui refusent de s'adresser à nous en français au parlement d'Ottawa. Nous tenons une lettre qui provient du ministère de l'agriculture. Ses inscriptions sont partiellement bilingues. Pourquoi ne le seraient-elles pas complètement? Pourquoi s'obstine-t-on à maintenir ce FREE unilingue? Ce ne serait pas plus difficile d'ajouter FRANCO. Le principe du bilinguisme, comme en Belgique et ailleurs, serait alors complètement observé.

LA VIE DE L'ACTION FRANÇAISE

NOTRE DIXIÈME ANNIVERSAIRE.

Nous ne voulons pas qu'il passe tout à fait inaperçu. Mais nous voulons aussi qu'il soit marqué de manifestations pratiques. Donc, le 12 décembre, nous aurons à 2.30 heures p. m., à la salle de la Maison des Etudiants, rue Sherbrooke Est, Montréal, une réunion d'étude, avec ce sujet à l'affiche: 1' « Education économique de notre peuple ». Un peu partout, dans nos villes, le commerce canadien-français, ainsi que toute entreprise économique des nôtres, tiennent difficilement tête à l'étranger. Des spécialités entières de commerce sont déjà passées aux mains des Juifs, des Grecs ou des autres. Et, ce, par la faute du client canadien-français qui n'aperçoit aucun rapport entre l'économique et le national, ou par la faute du marchand canadien-français dépourvu de qualités morales ou autres: ce qui fait de lui un rival trop facile à vaincre.

Est-il possible de changer un si grave état de choses ? Nous sommes de ceux qui répondent: oui. Le travail sera dur. Il peut être efficace s'il veut être persévérant, si, à tous les degrés de notre Enseignement public, l'on décide de s'en donner la peine. Il ne s'agit point, on l'aura noté, d'enseignement commercial proprement dit, mais bien d'éducation économique. On saisit la différence des mots et des choses. Donc, le 12, un de nos amis nous dira sur quelles notions, sur quels principes se devrait fonder cette « Education économique » de notre peuple; d'autres chercheront, par quels procédés, sans charger aucunement les programmes scolaires, cette « Education » pourrait être vulgarisée, dans l'enseignement primaire, moyen et secondaire.

Le cas n'est pas introuvable en histoire de peuples qui, par la petite école, ont révolutionné leur vie. Si la question économique est vraiment chez nous une question nationale, et capitale, nous n'avons pas à *barlander*: il nous faut la résoudre victorieusement.

LES CATHOLIQUES MEXICAINS ET NOUS.

Nos Sociétés nationales prennent de plus en plus l'habitude de se concerter et de mettre leurs efforts en commun pour le service des bonnes causes. Il y a là une initiative excellente. Ces Sociétés constituent, à l'heure actuelle, dans la province de Québec, une puissance considérable qui peut déclencher, chaque fois qu'elle le décidera, un mouvement d'opinion. Par malheur c'est une force qui à trop l'air de s'ignorer, quand les forces adverses ne s'ignorent point.

Non seulement les Sociétés nationales du Québec, mais celles de tous les groupes français d'Amérique, devraient s'orienter vers une collaboration plus intime et plus régulière. C'est encore une autre force qui s'ignore, une solidarité qui hésite trop à se constituer en face d'autres solidarités qui se constituent contre elle. Un pas nouveau dans le bon sens vient d'être fait cependant par ce témoignage de sympathie aux catholiques mexicains où se sont associées toutes les Sociétés nationales canadiennes, acadiennes, et franco-américaines. Puissent de tels mouvements nous rapprocher les uns des autres, nous donner le goût de la discipline et de l'union pour la défense de nos intérêts vitaux. Tant de gens et tant de puissances auraient besoin d'apprendre qu'il y a en Amérique 4,000,000 de Français *qui se tiennent* et que l'on ne saurait toucher impunément à l'un de leurs groupes. A quand le Comité national qui, sans absorber aucune des énergies, saura pourtant les discipliner, stimuler l'entr'aide, nous unir tous plus étroitement pour des mouvements unanimes?...

En attendant, il est excellent que cette manifestation de sympathie ait eu lieu en faveur des persécutés du Mexique. La solidarité catholique est la première de toutes les solidarités, celle qu'il faut affirmer plus énergiquement que toutes les autres. N'est-il pas scandaleux que les catholiques, répandus par millions dans le monde entier, n'aient pas soulevé davantage l'opinion contre les tyranneaux mexicains, quand une dizaine de petits juifs molestés à Varsovie, auraient tôt fait d'émouvoir l'opinion universelle?

Jacques BRASSIER.

LA COLONISATION

Voici le texte des résolutions qui furent votées à une réunion convoquée le 16 novembre à Montréal, pour l'étude de l'important problème de la colonisation, à laquelle assistaient le R. P. Alexandre Dugré, M. Auger, représentant de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. de la Rochelle, représentant de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne française, M. Delisle, représentant des Syndicats catholiques et nationaux, et les directeurs de la Ligue d'Action française :

RÉSOLUTIONS

- 1o Insister sur l'importance du capital humain;
- 2o Rappeler les ravages continuels de l'émigration de la population rurale aux Etats-Unis et dans les villes;
- 3o Demander une augmentation du budget provincial de la colonisation (qui n'est que de 1/30 du budget de la Province);
- 4o Demander la concession de terres colonisables à proximité des paroisses déjà fondées;
- 5o Demander l'aide au colon dès son arrivée sur son lot;
- 6o Demander une augmentation substantielle de la prime de défrichement, la fondation d'une prime de labour et d'une autre prime à être donnée au moment de l'émission de la « patente »;
- 7o Faire pression sur Ottawa pour faire augmenter le réseau ferroviaire de la Province de Québec;
- 8o Favoriser toute autre mesure propre à empêcher que le noble métier de colon ne soit un métier de miséreux.

Ces résolutions pourront être utilisées par ceux-là — ils sont nombreux — qui entendent, qu'à la prochaine session de notre Parlement provincial, des déterminations efficaces soient prises en faveur de la colonisation.

VIE DE LA LIBRAIRIE

Activités du mois

LA MAISON VIDE.

Ce roman d'Harry Bernard est paru, a été mis en circulation, est diversément apprécié, généralement goûté, et, cependant, disparaît vite de nos rayons. De bonne tenue littéraire et morale, le volume est aussi d'excellente tenue typographique. Sa couverture simple et délicate lui donne un caractère susceptible de se comparer aux volumes français. L'unité \$0.75 franco.

LE FILLEUL DU ROI GROLO.

Il y a déjà six mois, au moins, que les contes de Mlle M.-C. Daveluy sont parus et l'on en parle encore, et... l'on en parlera longtemps, car il s'agit d'une oeuvre supérieure dans un genre nouveau chez nous, et difficile en tout lieu. On peut se réjouir et s'instruire en lisant Mlle Daveluy pour la modique somme de 75 sous. Combien de fois des milliers de Canadiens français ne donnent-ils pas cette somme et souvent plus, aux vaudevillistes judéo-américains de la rue Sainte-Catherine ouest, Montréal? et pour quel gâchis de farces plates!!

ET L'ALMANACH DE 1927.

Il est maintenant à la disposition du public. Revêtu d'un fort papier crème, orné d'une vignette représentant le monument de Mgr Laflèche, il offre un aspect quasi-artistique dans sa simplicité. Pour son prix modique (25 sous l'unité), on ne peut trouver chez nous, mieux inspiré, mieux ordonné, mieux soigné, plus varié, plus complet, bref, mieux fait, fonds et forme. Vie religieuse, vie nationale, vie économique, vie littéraire, artistique et scientifique, vie de la librairie, quelque soit le titre des chapitres, on y trouve condensée la moelle des arguments qui militent en faveur de notre intégrité nationale. C'est plus qu'un *almanach*,

c'est un *missionnaire* sinon une *sentinelle*. Ce sera demain l'almanach indispensable. Aidons-nous à le faire dès aujourd'hui l'almanach idéal, en le propageant d'abord, puis en nous adressant des observations utiles.

Prix: \$0.25 l'unité
 0.20 à la doz.
 0.18 au cent.
 0.16 au mille.

ET LE CALENDRIER DOLLARD.

Il nous en reste encore quelques centaines d'exemplaires. On se le rappelle. Ce calendrier offre une originalité. Il porte la photographie de Dollard des Ormeaux, sur papier bromure, montée sur carton solide, format 7 x 11, encadrée d'un riche papier-cuir aux teintes variées et est couronné d'une boucle de soie écarlate. Suspendu au mur de chaque foyer, il fixe dans le cerveau des jeunes, la patriotique leçon du héros du Long-Sault.

Propageons-le: 1'unité \$0.20 franco.
 la doz. \$2.00 franco.

ET « DIX ANS D'ACTION FRANÇAISE ».

Choix des doctrines diffusées pendant les dix dernières années, par l'abbé Lionel Groulx. L'adulte y trouvera matière à réfléchir, et, le jeune homme, tout un programme de vie féconde. On ne pouvait mieux couronner le dixième anniversaire de l'*Action française* qu'en offrant à nos amis et à la jeunesse d'action française ce volume substantiel, supérieur par le fond et la forme. L'unité \$0.75 sous franco.

ET « LE PROBLÈME SOCIAL » (2e édition).

Etudes sociologiques de M. Arthur Saint-Pierre. Nous avons cru rendre service à la question sociale qui intéresse le Canada-français en acceptant la réédition de ce volume. Il paraîtra à la fin de janvier. Ceux de nos abonnés aux « envois d'office » qui possède déjà « Le Problème social » de M. St-Pierre, (1re édition),

ferait bien de nous en avertir immédiatement, afin de nous éviter un envoi importun. (\$1.00 franco).

ET NOTRE VENTE D'ÉTRENNES.

Les pages suivantes sont spécialement consacrées à notre vente d'étrennes. Notre choix se borne aux cadeaux de meilleure qualité morale et matérielle. Consultons attentivement et achetons sans retard. Bien téméraire d'attendre aux derniers jours, car nos quantités sont limitées, et déjà, elles s'entament. Souhaitons que l'élan continue.

Albert LÉVESQUE.

ŒUVRES DU R. P. G. BOILEAU, O. M. I.

du Collège de Gravelbourg, Sask.

(Avec musique et accompagnement de piano)

Format: 10½ x 14

Prix: \$0.35 l'unité.

Remise de 20% à la quantité.

L'Écllosion des Berceaux	Floraison de lys au Canada-
Le Salut à Québec.	français.
Le doux parler ancestral.	Survivance de Dollard des
Le blé qui lève.	Ormeaux.
Le baiser de la langue fran-	Reviens Dollard combattre
çaise.	jusqu'au bout.
Vive le patriote.	A l'avant-garde, O Dollard
Expansion française.	des Ormeaux.
Langue française à l'âtre des	Stances patriotiques (15
chaumières.	sous).

QUESTION ET RÉPONSE

— Connaissez-vous une librairie *complète* qui ne vend que des *bons livres*?

— La Librairie d'Action française Ltée, 1735, rue Saint-Denis, Montréal.

CHOIX D'ÉTRENNES ÉDUCATIVES

1^o DE LUXE

	Prix
Les Contes de Perrault (cartonné).....	\$2.00
(105 illustrations en couleurs, format: 9 x 12).	
Les Fables de La Fontaine (cartonné).....	1.50
(130 gravures, 16 hors-texte, en couleurs, format: 9 x 12).	
A. B. C. (petits contes) — (cartonné, dos toile).....	2.00
(50 illustrations en couleurs; format: 9 x 12).	
La Sainte Bible racontée aux enfants (cartonné).....	1.50
(100 gravures en couleurs, format: 9 x 12).	
L'écho de Noël.....	1.20
(Plusieurs centaines d'illustrations, 600 pages).	
No 333-V. Jeanne d'Arc	2.00
— Robinson Crusoe	2.00
— Robinson Suisse	2.00
— Fabiola	2.00
53-P. Contes de bonne Pérette	1.50
— La terre qui meurt.....	1.50
50-P. Stéphanette	1.50
47-P. Histoire de la Sainte Bible	1.25
32-P. Louis Veuillot	1.25

2^o POPULAIRE

Contes de fées (cartonné).....	.50
(40 illustrations en couleur, format 6½ x 9½).	
Contes de fées (cartonné)25
(25 illustrations en couleurs, format 5 x 7).	
Mon Grand Alphabet (cartonné).....	.60
(10 gravures en couleurs, 30 illustrations, format 11 x 16).	
Alphabet des Oiseaux (broché).....	.10
(6 hors-texte en couleurs, 15 illustrations, format 6½ x 9½).	
A. B. C. de bébé (broché).....	.30
(10 gravures en couleurs, 40 illust., format 8 x 11).	
Mystère de Saint-Nicolas (broché).....	.20
(10 illustrations en couleurs, format 8 x 11).	
Album d'images (broché)—Contes de fées.....	.35
(20 planches, 300 illust. en couleurs, format 11½ x 15½).	
La Fontaine en images (cartonné).....	.35
(20 gravures en couleurs, format 11½ x 15½).	
Histoire Sainte (Ancien Testament) (cartonné).....	.40
(24 planches en couleurs, format 11½ x 15½).	
Histoire Sainte (Nouveau Testament) (cartonné).....	.40
(24 planches en couleurs, format 11½ x 15½).	
Catéchisme en images50
(150 illustrations).	
Vie de Napoléon15
(50 illustrations).	
Actes des Apôtres (illustrée).....	.15
L'Évangile (selon S. Marc et S. Luc) (illustrée).....	.15
L'Évangile (selon S. Jean) (illustrée).....	.15
L'Évangile (selon S. Mathieu) (illustrée).....	.15

CHOIX D'ÉTRENNES INSTRUCTIVES

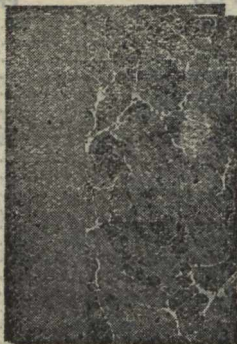
LIVRES IMPORTÉS

	Prix
Baumann, Emile.....	Le signe sur les mains..... \$0.75
— — — — —	Saint Paul75
Dimier, Louis.....	Vingt ans d'Action française..... .75
Bernoville, Gaétan.....	Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus..... .75
Laveille, Mgr.....	Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus..... 1.00
Petitot, R. P.....	Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus..... .75
Massis, Henri.....	Jugements (2 vol.)..... 1.50
Muret, Maurice.....	Crépuscule des nations blanches..... 1.00
Bazin, René.....	Baltus le Lorrain..... .75
Péricard, J.....	J'ai huit enfants..... .75
Gide, Charles.....	Principes d'économie politique..... 1.50
Fallon, R. P.....	Principes d'économie sociale..... .90
Gonnard, R.....	Histoire des doctrines économiques (3 vol.) 4.00
Fabre, J.-H.....	Ses oeuvres de naturaliste (11 vol.)... 25.00
Maurras, Charles.....	Enquête sur la monarchie..... 2.00
— — — — —	Kiel et Tanger..... 1.50
— — — — —	Romantisme et Révolution..... 1.50
Valois, Georges.....	Le cheval de Troie..... .75
— — — — —	L'Economie Nouvelle..... 1.50
— — — — —	L'Etat, les finances, et la monnaie... 2.50
Vaugeois, Henri.....	Notre pays75
Maritain, Jacques.....	Opinion sur Charles Maurras et le de- voir des catholiques 40
Ghéon.....	Le triomphe de S. Thomas d'Aquin... .75
Martial, Lekeux.....	Maggy75
Pierre Lhande.....	Mon petit prêtre..... .75
Daudet, Léon.....	L'Hécatombe75
— — — — —	Moloch et Minerve..... .75
— — — — —	Le rêve éveillé..... .75
— — — — —	Vers le roi75
Romier, Lucien.....	L'homme blessé..... .75
Poincaré, Raymond.....	Au service de la France (3 vol.)..... 5.00
Delattre, Henri.....	De la science à l'action..... .75
Mainage, Th.....	La religion spirite..... .75
Gautier, Chs.....	L'Angleterre et nous..... .60
Silvestre, Chs.....	Aimée Villard..... .75
Murat, Amélie.....	Le rosier blanc..... .75
Chateaubriand, Alph. de.....	La Brière..... .75
Redier, Antoine.....	La guerre des femmes..... .75

CHOIX D'ÉTRENNES ÉDIFIANTES

No. 149.—Missel de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus.....	\$3.00
301.—Office divin très complet.....	1.00
371.—Paroissien Romain.....	1.75
454.—Paroissien Romain.....	1.25
601.—Imitation de Jésus-Christ.....	1.75
719.—Imitation de la Sainte-Vierge.....	1.00
Missel Vespéral du Dimanche.—D-2 Cuir Imitation phoque (tr. dorée)	\$2.00
Missel Vespéral du Dimanche.—B-2 Pegamoïde (tr. dorée).....	1.60
Missel Quotidien (Dom G. Lefebvre).—D-1 Cuir noir, petit chagrin, coins ronds, tranche rouge.....	1.95
Missel Quotidien (Dom G. Lefebvre).—B-1 Pégamoïde, coins ronds, tranche rouge.....	1.50
Missel Quotidien (Dom G. Lefebvre).—D-1 Cuir Noir, Imitation pho- que, coins ronds, tranche rouge.....	1.95
Missel Vespéral Romain (Dom G. Lefebvre).—Imitation cuir noir, tranche rouge.....	1.40
L'Office Liturgique de chaque jour, par Dom Fernand Cabrol. — Papier Bible, tranche dorée, couverture en Simili, Cuir, ré- cemment paru.....	2.75

NOTRE SERVICE DE RELIURE



UN SUPERBE CADEAU
UNE VÉRITABLE AUBAINE
NOTRE CHOIX PERMANENT

Reiure de luxe

Dos basane, rouge, vert, brun,
crème, etc.

Côtes avec ornements or, Titres or.
Plats marbrés avec filets d'or, teintes assorties.

Luxeux et durable.

Prix uniforme \$1.25

d'Arles, Henri.....	Estampes.
— —	Nos historiens.
Bastien, Hermas.....	Energies rédemptrices.
Bernard, Harry.....	La terre vivante.
— —	La Maison vide.
Conan, Laure.....	La sève immortelle.
Daveluy, M.-C.....	Perrine et Charlot.
— —	Le filleul du roi Grollo.
Frère Mariste	Notre légende dorée (1re, 2e, 3e série)
Groulx, abbé Lionel.....	Les Rapailages (édition de luxe).
— —	Notre maître, le passé.
— —	Dix ans d'Action française.
Alonié de Lestres.....	L'appel de la race.
Magali Michelet	Comme jadis.
* * *	Notre avenir politique.

NOTRE TARIF

Outre le choix de volumes ci-haut désignés que nous tenons constamment reliés d'avance, nous relions sur demande tous les ouvrages que l'on désire, d'après le tarif suivant. (couleurs au choix) :

Format:.....	4½ x 7	5 x 7½	5½ x 8	6 x 9
Dos chagrin (avec titre or)....	1.00	1.20	1.50	1.75
Dos basane (avec titre or).....	.70	.80	1.00	1.20
Dos toile (avec titre or).....	.60	.65	.75	.90
Pleine toile (avec titre or).....	.70	.75	.85	1.00

Même reliure sans titre: remise accordée.